

## Sommaire / Summary

|  |    |
|--|----|
| 🌿 Afrique de l'Ouest : la production de coton progresse de 5 % en 2017/2018            | 1  |
| 🌿 Afrique du Sud : le pays peine à restructurer son secteur textile en crise           | 3  |
| 🌿 Algérie : un marché textile de 4 milliards de dollars dominé par les importations    | 6  |
| 🌿 Cambodge : grosse menace pour les exportateurs d'habillement                         | 9  |
| 🌿 Cambodge : Hun Sen dares EU to impose sanctions                                      | 17 |
| 🌿 Cambodge : as Hun Sen goads West, minister quietly notes massive cost of sanctions   | 20 |
| 🌿 Cameroun : la Chine contrôle 82 % du marché textile                                  | 22 |
| 🌿 China is still struggling to build a global fashion brand                            | 23 |
| 🌿 China : textile brands get behind China's green shift                                | 29 |
| 🌿 Egypt aims to replace Far East as cheap clothing king                                | 33 |
| 🌿 Ethiopie : coup de fouet à l'économie du pays  | 40 |
| 🌿 EU : textile & clothing sector sees subdued performance in 2016                      | 43 |
| 🌿 France : la crise chez les enseignes françaises de prêt-à-porter ?                   | 45 |
| 🌿 India : textile industry calls for imposing safeguard measures against cheap imports | 46 |
| 🌿 India : textile industry hails announcement for new skill development scheme         | 48 |
| 🌿 India : textile industry tries to cope with a knotty GST                             | 49 |
| 🌿 Maroc : une très bonne année pour le textile marocain                                | 51 |
| 🌿 Maroc : Primark et H&M séduites par le « Made in Morocco »                           | 53 |
| 🌿 Myanmar's garment sector could be vastly improved in three years                     | 55 |
| 🌿 Myanmar : groups speak out against rights violations in Myanmar                      | 57 |
| 🌿 Myanmar : minimum wage increased to 4,800 kyats per day in 2018                      | 59 |
| 🌿 Myanmar to host Gar-Expo in March 2018   | 61 |
| 🌿 Pakistan : no word yet on GSP renewal by US  | 63 |
| 🌿 Pakistan : textile exports : value-addition leads growth                             | 65 |
| 🌿 Sri Lanka : US GSP : Govt. Says no significant impact                                | 67 |
| 🌿 Suède : H&M s'écroule en Bourse après l'un de ses pires trimestres de la décennie    | 68 |
| 🌿 Tunisie : le secteur textile peut créer 100.000 emplois pour peu....                 | 70 |
| 🌿 Tunisie : après la chute du Dinar, la Tunisie est plus concurrentielle que la Chine  | 71 |
| 🌿 Tunisie : Com-Texha : passer de la sous-traitance/cotraitance au produit fini        | 73 |
| 🌿 Tunisie : la nouvelle fédération du textile affiche ses objectifs                    | 75 |
| 🌿 Tunisie : les investissements industriels étrangers en baisse de 59 %                | 77 |
| 🌿 Tunisie : le textile prend son destin en main et règle quelques comptes              | 79 |
| 🌿 Tunisie : limiter les importations de la Turquie et après ?                          | 81 |
| 🌿 Turquie : salaire minimum relevé de 14 % en janvier 2018                             | 83 |
| 🌿 USA : United States textile market attractiveness                                    | 85 |
| 🌿 Vietnam : Chinese firm sets up textile-garment chain in Vietnam                      | 86 |
| 🌿 Vietnam : how Vietnam could upgrade its textiles industry                            | 87 |
| 🌿 Vietnam : textile industry dyeing for capacity                                       | 91 |
| 🌿 Vietnam : la Chine, débouché prometteur pour le textile-habillement du Vietnam       | 93 |
| 🌿 Vietnam : textile industry in the throes of change brought by automation             | 95 |

\*\*\*\*\*



28 décembre 2017 |



## La production de coton en Afrique de l'Ouest progresse de 5 % en 2017/18

La production de coton en Afrique de l'Ouest (1) a globalement progressé de 5% pour atteindre 4,685 millions de balles (480 lb) en 2017/18 contre 4,458 millions de balles en 2016/17. A l'exception du premier producteur de coton de la région, le Burkina Faso, les pays d'Afrique de l'Ouest voient leur production augmenter ou rester au même niveau. Le Mali redevient le premier producteur de coton de l'Afrique de l'Ouest, devant le Burkina Faso.

Le **Burkina Faso** enregistre ses pires rendements depuis 22 ans sur la campagne en cours 2017/18 à 333 kilos à hectare, en raison de la sécheresse, une courte saison des pluies et des attaques de parasites observe l'USDA. Alors que les superficies ensemencées ont progressé de près de 22% à 853 000 hectares, la production ne serait que de 1,3 million de balles (480 lb), soit en dessous du niveau de 2016/17 (1,31 million de balles). Les agriculteurs auraient également détourné une partie de leurs insecticides dédiés au coton sur le maïs pour combattre la chenille du légionnaire d'automne. Les exportations sont également attendues en baisse à 1,38 million de balles à destination surtout du Bangladesh et du Vietnam contre 1,41 million en 2016/17. La consommation nationale est estimée à 25 000 balles utilisées par la seule filature du pays Filsah.

En revanche, au **Mali**, la production progresserait d'un peu plus de 7% à 1,33 million de balles contre 1,24 million en 2016/17 avec une hausse des superficies de 11% à 730 000 hectares et des rendements à 403 kilos par hectare.

La production de coton grimpe aussi au **Sénégal**, en hausse de près de 43% à 40 000 balles grâce à de bonnes conditions météorologiques et d'un prix au producteur très rémunérateur (cf. [nos informations](#)), politique de relance qui s'avère payante.

Autres pays où la production de coton augmente en 2017/18, la **Côte d'Ivoire** (+12%) et le **Bénin** (près de 7%). Elle stagne au **Nigeria** et au **Togo**.

Les pays qui enregistrent les meilleurs rendements sont le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

#### Production de coton en Afrique de l'Ouest en 2017/18

|                      | Superficie<br>(million ha) | Production<br>(million balles) | Rendement<br>(kilo/ha) |
|----------------------|----------------------------|--------------------------------|------------------------|
| <b>Bénin</b>         | 0,45                       | 0,88                           | 423                    |
| <b>Burkina Faso</b>  | 0,85                       | 1,30                           | 333                    |
| <b>Côte d'Ivoire</b> | 0,36                       | 0,70                           | 421                    |
| <b>Mali</b>          | 0,73                       | 1,33                           | 395                    |
| <b>Nigeria</b>       | 0,27                       | 0,24                           | 190                    |
| <b>Sénégal</b>       | 0,02                       | 0,04                           | 413                    |
| <b>Togo</b>          | 0,14                       | 0,20                           | 323                    |

Source : Cotton : World Market and Trade, UDAS, Décembre 2017

(1) Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Nigeria, Sénégal, Togo. S'ajoutent des productions « marginales » au Ghana (28 000 balles), en Guinée (14 000 balles), au Niger (9 000). Dans ces deux derniers pays, la production de coton est relancée avec l'appui de Géocoton.

# L'AFRIQUE DU SUD PEINE A RACCOMMODER SON SECTEUR TEXTILE EN CRISE

PUBLIE LE 23/12/2017 A 10H30



AFP/RODGER BOSCH

Pendant des décennies, il a porté à bout de bras l'économie de nombreuses villes du pays. Étranglé par la concurrence à bas prix venue surtout de Chine, le secteur textile sud-africain peine à redémarrer, malgré le soutien des pouvoirs publics.

A Maitland, dans la banlieue du Cap (sud-ouest), le petit atelier résonne du cliquetis métallique des machines à coudre. Voûtés au-dessus de leur ouvrage, ses employés s'activent à fournir la commande quotidienne d'une chaîne locale de magasins.

Avec 253 salariés, l'entreprise Kinross est l'une des multiples bénéficiaires du plan de soutien financier, sous forme de subventions ou de prêts à taux préférentiels, lancé par le gouvernement pour tenter de sauver le secteur.

Mais à en croire son patron, ses effets tardent à se faire sentir.

"En ce moment, notre industrie stagne", constate Christopher Kinross. "Ces dernières années, nous avons traversé des moments particulièrement difficiles", ajoute-t-il, "et nous avons cédé du terrain sur nos concurrents du monde entier".

Dans la confection depuis plus de cinquante ans, M. Kinross reconnaît que l'appui de l'Etat, ces quatre dernières années, lui a apporté "un peu de stabilité".

Mais beaucoup reste à faire pour restaurer la compétitivité de l'industrie locale et lui permettre de recréer une partie de ses emplois perdus. Plus de 160.000 en quinze ans, selon les statistiques du secteur, les deux-tiers de sa main d'œuvre totale.

"La volonté (des pouvoirs publics) d'aider l'industrie ne fait aucun doute (...) mais nos problèmes vont bien au-delà de la concurrence des importations", juge M. Kinross.

- 'On n'y arrive pas' -

Selon lui, l'un des principaux freins au redémarrage du secteur reste la taxe sur les importations de matière première étrangère.

"Nous versons une taxe de 22% sur les tissus importés (...) Si elle était supprimée, notre activité pourrait progresser de façon spectaculaire", insiste le patron, "l'industrie a les moyens de créer de l'emploi mais pour l'heure, elle n'y arrive pas".



Des négociations ont bien été ouvertes il y a plusieurs années entre les professionnels et le gouvernement autour de cette taxe mais elles n'ont jusque-là pas abouti.

Le secteur textile contribue pour 3,3% au produit intérieur brut sud-africain mais dépend largement de la demande intérieure.

Pour l'heure, les investisseurs étrangers dans l'industrie du vêtement d'Afrique australe préfèrent largement le Lesotho, le Swaziland ou Madagascar à l'Afrique du Sud.

Et pour cause. "Nos salaires sont relativement élevés comparés à ceux d'autres pays producteurs", regrette M. Kinross, qui précise que 45% de son chiffre d'affaires est absorbé par le coût du travail.

Le gouvernement sud-africain a posé comme condition à son soutien financier aux entreprises du secteur qu'elles versent à leurs employés un salaire minimum.

Depuis six ans que ce programme d'aide a été mis en place, une enveloppe de 5,3 milliards de rands (330 millions d'euros) a été débloquée à 505 entreprises de confection d'Afrique du Sud.

- Fermetures -

"Tout ce qui est nécessaire à la protection de l'industrie doit être fait", a récemment promis le ministre du Commerce, Rob Davies, "mais cela doit être fait dans l'intérêt du développement de l'industrie et pour améliorer la situation des fournisseurs locaux".

L'arrivée sur le marché sud-africain de géants internationaux tels que H&M et Zara a ouvert un nouveau front dans la bataille.

Ces groupes, qui fabriquent leur production à des prix inférieurs à ceux pratiqués en Afrique du Sud, ont pris ces dernières années de larges parts de marché à l'industrie locale.

Le mois dernier, le syndicat des travailleurs du textile et de l'habillement (SACTWU) a manifesté devant les centres commerciaux du pays pour exiger des commerçants qu'ils privilégient les produits fabriqués localement.

"Ces enseignes étrangères commandent peu en Afrique du Sud, ce qui provoque des fermetures d'usines", a déploré l'organisation.

Malgré toutes ces difficultés, le textile sud-africain a amorcé ces dernières années une très timide reprise.

"Depuis 2011, le nombre de suppressions d'emplois s'est ralenti et ces dix-huit derniers mois, les créations ont même commencé à repartir", observe Simon Appel, un analyste du secteur.

Mais, avertit-il, le redémarrage de l'industrie ne se confirmera que si elle parvient à se refaire une place solide sur le marché international. "Notre industrie a toujours du mal à augmenter ses exportations", souligne M. Appel.

Mais les plus optimistes veulent croire à une reprise. Cette année, le groupe tchèque Pegas Nonwoven a annoncé la construction d'usine au Cap pour un montant d'un milliard de rands (62 millions d'euros). Le plus important investissement de toute l'histoire du textile sud-africain.

# Textile : un marché de 4 milliards de dollars entièrement dominé par l'importation à bas prix

**L'Actualité en temps réel** Par: Achira Mammeri 25 Déc. 2017 à 18:24

L'industrie nationale du textile représente moins de 0,15% du PIB, avec une production nationale extrêmement faible couvrant uniquement 4% de la demande locale. Et pourtant le marché est très juteux. Selon un document du ministère de l'Industrie et des Mines dont TSA détient une copie, « la production nationale de chaussure et de prêt-à-porter satisfait à peine 4% des besoins estimés à environ 4 milliards de dollars. Les 96% restant sont comblés par les importations ».

## **Le démantèlement des entreprises publiques préconisées.**

Le document en question donne un aperçu de la situation actuelle du secteur de textile. Le constat est sans appel : le secteur public est totalement déficitaire ; le secteur privé enregistre de bons points, mais il n'est pas en mesure actuellement d'affronter la concurrence étrangère.

Dans le domaine de la confection par exemple, le document souligne : « la majorité des entreprises publiques n'ont visiblement pas de perspective en tant qu'unité industrielle potentiellement viable ». Le ministère propose « leur démantèlement » pur et simple. Quant à la filière privée, globalement elle semble mieux armée. « Cette filière présente toutes les caractéristiques d'une industrie naissante qui ne demande qu'à être soutenue avec des incitations fiscales et parafiscales », précisent les rédacteurs du document.

La situation n'est pas très différente pour le textile. Si le secteur privé « présente plusieurs atouts » (créativité, réactivité), les entreprises publiques « sont virtuellement en cessation d'activité compte tenu de l'état lamentable de leurs trésoreries », précise le texte.

## **Des avantages fiscaux pour relancer le secteur**

Pour mettre en place son plan de relance du secteur, le ministère de l'Industrie et des Mines compte s'appuyer sur le groupe public Getex créé en février 2015 et l'usine de textile de Relizane lancée en partenariat avec les turcs. « À travers ces projets, le ministère compte structurer l'ensemble de la filière pour voir émerger autour des milliers de TPE et PME dans la confection, l'habillement la chaussure, la distribution ».

Dans le domaine de la confection par exemple, le document souligne : « la majorité des entreprises publiques n'ont visiblement pas de perspective en tant qu'unité industrielle potentiellement viable ». Le ministère propose « leur démantèlement » pur et simple. Quant à la filière privée, globalement elle semble mieux armée. « Cette filière présente toutes les caractéristiques d'une industrie naissante qui ne demande qu'à être soutenue avec des incitations fiscales et parafiscales », précisent les rédacteurs du document.

La situation n'est pas très différente pour le textile. Si le secteur privé « présente plusieurs atouts » (créativité, réactivité), les entreprises publiques « sont virtuellement en cessation d'activité compte tenu de l'état lamentable de leurs trésoreries », précise le texte.

## **Des avantages fiscaux pour relancer le secteur**

Pour mettre en place son plan de relance du secteur, le ministère de l'Industrie et des Mines compte s'appuyer sur le groupe public Getex créé en février 2015 et l'usine de textile de Relizane lancée en partenariat avec les turcs. « À travers ces projets, le ministère compte structurer l'ensemble de la filière pour voir



émerger autour des milliers de TPE et PME dans la confection, l'habillement la chaussure, la distribution ».

Le document préconise de privilégier « le milieu de gamme tiré progressivement vers le haut de gamme ». Un choix « justifié par l'importance d'un marché local de 40 millions de consommateurs et de quatre milliards de dollars (de valeur). Le textile bas de gamme s'est durablement installé en Asie et le haut de gamme demeure une niche très européanisée », explique le document.



## **Grosse menace pour les exportateurs d'habillement du Cambodge !**

20 décembre 2017

Le Parlement européen a voté jeudi dernier, 14 décembre 2017, une résolution pour demander à la Commission d'agir pour restaurer la démocratie au Cambodge.

Dans cette résolution, les députés européens estiment que les autorités cambodgiennes devraient renoncer à leur décision de dissoudre le parti du salut national du Cambodge (PSNC) et d'interdire ses 118 membres d'activité politique pendant 5 ans, affirment les députés. Par ailleurs, ils demandent la libération du président du PSNC, Kem Sokha, arrêté le 3 septembre. Les députés font part de leurs craintes quant aux élections générales prévues en juillet 2018, soulignant l'illégitimité d'un processus électoral duquel le principal parti d'opposition a été exclu.

Par ailleurs, les députés européens soulignent que le Cambodge bénéficie actuellement du régime préférentiel "Tout Sauf les Armes" de l'Union européenne, soit le régime le plus favorable au titre du système de préférences généralisées de l'UE (SPG).

La résolution du Parlement européen demande que si les autorités cambodgiennes ne respectent pas les droits fondamentaux, ces préférences tarifaires doivent être temporairement suspendues. Les députés européens demandent aussi au Service Européen pour l'Action Extérieure et à la Commission européenne de préparer une liste des personnes responsables de la dissolution de l'opposition et d'autres violations graves des droits de l'homme au Cambodge, en vue d'imposer des restrictions de visa et de geler leurs avoirs.

Pour les confectionneurs cambodgiens, la menace est très sérieuse. Grâce au régime préférentiel « Tout Sauf les Armes » qui leur permet d'exporter à droits nuls vers l'Union européenne les vêtements qu'ils fabriquent, et ceci quelle que soit l'origine des tissus utilisés, ils bénéficient d'un avantage comparatif très important qui leur a permis de devenir en quelques années, le cinquième fournisseur d'habillement de l'Union européenne (3,4 milliards d'euros en 2016), après la Chine, le Bangladesh, la Turquie et l'Inde.

Si le gouvernement cambodgien restait sourd aux demandes européennes de retour à la démocratie, le risque serait très grand pour le Cambodge de se voir retirer ce régime préférentiel, vital pour son économie. Ce serait un coup terrible pour l'industrie cambodgienne de l'habillement, ce dont profiteraient immédiatement certains de ses concurrents tels que le Bangladesh ou l'Inde, voire même les fournisseurs méditerranéens.

Outre le Cambodge, d'autres pays comme le Myanmar sont également dans le collimateur du Parlement européen et de la Commission européenne.

2018 pourrait donc être une année très importante pour leurs relations économiques avec l'Union européenne et pour la géographie du sourcing européen textile-habillement en Asie du Sud-Est.

..../....



B8-0686/2017 }  
B8-0689/2017 }  
B8-0692/2017 }  
B8-0694/2017 }  
B8-0696/2017 }  
B8-0697/2017 } RC1

13.12.2017

## PROPOSITION DE RÉOLUTION COMMUNE

déposée conformément à l'article 135, paragraphe 5, et à l'article 123, paragraphe 4, du règlement intérieur

en remplacement des propositions de résolution déposées par les groupes:

ECR (B8-0686/2017)

Verts/ALE (B8-0689/2017)

GUE/NGL (B8-0692/2017)

S&D (B8-0694/2017)

ALDE (B8-0696/2017)

PPE (B8-0697/2017)

sur le Cambodge, en particulier la dissolution du parti du salut national du Cambodge (PSNC)  
(2017/3002(RSP))

**Cristian Dan Preda, Laima Liucija Andrikiienė, David McAllister, Tomáš Zdechovský, Jaromír Štětina, Claude Rolin, Jarosław Wałęsa, Bogdan Brunon Wenta, Tunne Kelam, Pavel Svoboda, Patricija Šulin, Elisabetta Gardini, Csaba Sógor, Ivan Štefanec, László Tókéš, Ivana Maletić, Milan Zver, Agnieszka Kozłowska-Rajewicz, Adam Szejnfeld, Eduard Kukan, Manolis Kefalogiannis, Dubravka Šuica, Ramona Nicole Mănescu, Sandra Kalniete, Lars Adaktusson, Marijana Petir, Andrey Kovatchev, Seán Kelly, Deirdre Clune, Roberta Metsola, Anna Záborská, Jeroen Lenaers, Inese Vaidere, José Ignacio Salafranca Sánchez-Neyra, Stanislav Polčák, Michaela Šojdrová, Elmar Brok**

au nom du groupe PPE

**Elena Valenciano, Victor Boștinaru, Soraya Post, Marc Tarabella**

au nom du groupe S&D

**Charles Tannock, Ruža Tomašić, Angel Dzhambazki, Monica Macovei, Valdemar Tomaševski, Notis Marias, Karol Karski, Jana Žitňanská, Urszula Krupa, Branislav Škripek**

au nom du groupe ECR

**Petras Auštrevičius, Nedzhmi Ali, Beatriz Becerra Basterrechea, Izaskun Bilbao Barandica, Dita Charanzová, Gérard Deprez, Martina Dlabajová, María Teresa Giménez Barbat, Nathalie Griesbeck, Marian Harkin, Filiz Hyusmenova, Ivan Jakovčić, Petr Ježek, Ilhan Kyuchyuk, Patricia Lalonde, Valentinas Mazuronis, Louis Michel, Javier Nart, Urmas Paet, Maite Pagazaurtundúa Ruiz, Jozo Radoš, Robert Rochefort, Marietje Schaake, Pavel Telička, Ramon Tremosa i Balcells, Ivo Vajgl, Johannes Cornelis van Baalen, Hilde Vautmans, Cecilia Wikström, Norica Nicolai**

au nom du groupe ALDE

**Marie-Christine Vergiat, Barbara Spinelli, Dimitrios Papadimoulis, Stelios Kouloglou**

au nom du groupe GUE/NGL

**Barbara Lochbihler, Bodil Valero, Maria Heubuch, Heidi Hautala, Jordi Solé, Igor Šoltés, Ernest Urtasun, Bronis Ropé, Sven Giegold, Davor Škrlec, Michel Reimon, Michèle Rivasi**

au nom du groupe Verts/ALE

**Ignazio Corrao, Fabio Massimo Castaldo, Rolandas Paksas, Isabella Adinolfi**

au nom du groupe EFDD

**Barbara Kappel**

**Résolution du Parlement européen sur le Cambodge, en particulier la dissolution du parti du salut national du Cambodge (PSNC) (2017/3002(RSP))**

*Le Parlement européen,*

- vu ses précédentes résolutions sur le Cambodge, en particulier celle du 13 septembre 2017<sup>1</sup>,
  - vu la visite au Parlement européen, les 30 et 31 octobre 2017, de la délégation de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE),
  - vu les orientations de l'Union européenne de 2008 concernant les défenseurs des droits de l'homme,
  - vu la déclaration du 16 novembre 2017 du porte-parole du Service européen pour l'action extérieure (SEAE) sur la dissolution du parti du salut national du Cambodge,
  - vu l'accord de coopération conclu en 1997 entre la Communauté européenne et le Royaume du Cambodge,
  - vu la déclaration faite le 22 février 2017 par les représentants de l'Union européenne au Cambodge sur la situation politique dans ce pays, ainsi que les déclarations faites les 25 août et 3 septembre 2017 par le porte-parole de la délégation de l'Union sur place concernant le rétrécissement de la scène politique cambodgienne,
  - vu la résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 8 mars 1999 sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus (A/RES/53/144),
  - vu les accords de paix de Paris signés en 1991, dont l'article 15 consacre l'engagement, pris notamment par les parties internationales signataires, d'assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge,
  - vu la convention de l'Organisation internationale du travail sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical,
  - vu la Constitution cambodgienne, et notamment son article 41, qui consacre les droits et les libertés d'expression et de réunion, son article 35 sur le droit de participer à la vie politique, et son article 80 sur l'immunité parlementaire,
  - vu la déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948,
  - vu le pacte international de 1966 relatif aux droits civils et politiques,
  - vu l'article 135, paragraphe 5, et l'article 123, paragraphe 4, de son règlement intérieur,
- A. considérant que la situation des droits de l'homme au Cambodge a continué de se détériorer en 2017, avec la multiplication des arrestations d'opposants politiques, de

---

<sup>1</sup> Textes adoptés de cette date, P8\_TA(2017)0346.

militants des droits de l'homme et de représentants de la société civile;

- B. considérant que le Parlement cambodgien a adopté cette année deux séries d'amendements à caractère répressif à la loi sur les partis politiques, qui prévoient de multiples restrictions destinées à semer d'embûches le parcours des partis de l'opposition;
- C. considérant que, le 6 octobre 2017, le ministère de l'intérieur cambodgien a saisi la Cour suprême d'une requête en dissolution du parti du salut national du Cambodge (PSNC), au titre de la loi sur les partis politiques;
- D. considérant que, le 16 novembre, la Cour suprême a annoncé la dissolution du PSNC, après une journée d'audience; qu'elle a également interdit 118 membres de ce parti de toute activité politique pendant cinq ans; que cette décision, fondée sur deux séries d'amendements controversés à la loi sur les partis politiques, a pour effet d'annihiler toute opposition au gouvernement jusqu'aux élections législatives de juillet 2018;
- E. considérant que les autorités cambodgiennes sont coutumières depuis de nombreuses années des persécutions et des mesures de harcèlement à l'encontre des membres des partis de l'opposition; que le PSNC compte moins de 40 % de ses députés encore au Cambodge, après que plusieurs autres eurent été forcés de s'expatrier parce qu'ils étaient sous la menace d'une arrestation;
- F. considérant que le ministère cambodgien de l'intérieur dispose de pouvoirs étendus qui lui permettent de suspendre des partis politiques en se fondant sur des critères imprécis; qu'il a ainsi dissous, le 2 octobre 2017, vingt partis politiques en invoquant les articles 19 et 20 de la loi sur les partis politiques;
- G. considérant que, le 3 septembre, Kem Sokha, le président du PSNC, a été arrêté et inculpé de trahison au titre de l'article 443 du code pénal cambodgien, malgré son immunité parlementaire; que sa demande de libération sous caution a été rejetée le 26 septembre, alors qu'il n'avait pas été en mesure d'assister à l'audience, parce que le service des prisons avait déclaré qu'il ne pouvait pas garantir sa sécurité; que des organisations de défense des droits de l'homme affirment que Kem Sokha a subi un interrogatoire le 24 novembre, sans avoir eu un accès suffisant à une assistance juridique ni à des soins médicaux; que son statut juridique doit être clarifié; que sa demande de libération sous caution est actuellement devant la Cour suprême; que Kem Sokha encourt jusqu'à 30 ans de prison en cas de condamnation; que le président de la Cour Suprême, Dith Muntty, est membre du comité permanent du parti au pouvoir;
- H. considérant que l'accaparement des terres agricoles demeure un problème de première importance au Cambodge; que les arrestations et les mises en détention de membres de l'opposition politique, de commentateurs politiques, de syndicalistes, de militants des droits de l'homme et de représentants de la société civile, notamment cinq responsables de l'ONG ADHOC, se multiplient; que la militante des droits de l'homme Tep Vanny, de la région de Boeung Kak, est toujours en prison alors qu'elle avait été condamnée en 2013 à une peine de privation de liberté de deux ans et demi pour avoir participé à une manifestation pacifique; que, le 8 décembre dernier, la Cour suprême a confirmé cette condamnation;
- I. considérant que l'ancien président du PSNC, Sam Rainsy, a été poussé à la démission à la suite de menaces de poursuites judiciaires; qu'il a été convaincu, par défaut, de

diffamation, et qu'il vit à présent en exil; qu'un nombre grandissant de députés du PSNC fuient le Cambodge depuis la dissolution de l'opposition; que des organisations de défense des droits de l'homme signalent que plusieurs d'entre eux ont demandé l'asile à l'étranger;

- J. considérant que l'influence de la Chine pèse de plus en plus sur la vie politique du Cambodge et sur son gouvernement;
  - K. considérant que le Cambodge jouit du régime de la nation la plus favorisée dans le cadre du système des préférences généralisées (SPG), à savoir le programme «Tout sauf les armes»; que l'Union européenne lui a octroyé une aide de 410 millions d'euros pour la période 2014-2020, dont 10 millions d'euros sont destinés à financer la réforme électorale;
  - L. considérant que l'article 41 de la Constitution cambodgienne consacre le droit de participer à la vie politique; que la décision de dissoudre le PSNC ne cadre guère avec les principes du pluralisme et de la démocratie inscrits dans la Constitution;
  - M. considérant que 55 ONG ont demandé la convocation d'une nouvelle conférence de Paris sur le Cambodge, avec tous les acteurs concernés, pour débattre de l'état de droit et de la démocratie dans ce pays, afin d'inciter son gouvernement à revoir son attitude vis-à-vis des partis de l'opposition;
1. exprime ses sérieuses inquiétudes après la dissolution du PSNC; regrette vivement l'interdiction de ce parti, qui est un signe de plus du pouvoir autocratique du Premier ministre Hun Sen; exhorte le gouvernement cambodgien à revenir sur sa décision de dissoudre le PSNC, à rétablir dans leurs fonctions les membres de ce parti élus à l'Assemblée nationale et dans les conseils municipaux, à permettre la pleine participation des partis de l'opposition à la vie publique, à garantir la liberté d'action des médias et des organisations de la société civile, et à mettre un terme au climat de peur et d'intimidation, qui sont autant de préalables à l'organisation d'élections libres, ouvertes à tous et transparentes;
  2. réitère les vives préoccupations qu'il avait exprimées dans ses résolutions précédentes quant à la détérioration de la situation des opposants politiques, des militants des droits de l'homme et des membres de la société civile au Cambodge;
  3. rejoint l'avis du haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme quant à l'imprécision des accusations portées contre le PSNC et ses membres ainsi que des motivations juridiques qui fondent sa dissolution;
  4. estime que la Cour suprême de Phnom Penh s'ingère d'une manière inacceptable dans les droits du peuple cambodgien à choisir librement ses mandataires politiques et à voter pour eux lors des élections législatives de 2018; déplore l'absence d'indépendance du pouvoir judiciaire et sa partialité;
  5. demande au gouvernement cambodgien d'abroger l'ensemble des derniers amendements à la loi sur les partis politiques, ainsi que les lois électorales qui limitent la liberté d'expression et les libertés politiques;
  6. condamne énergiquement les arrestations de Kem Sokha et d'autres militants politiques; exhorte le gouvernement cambodgien à lever immédiatement le mandat d'arrêt du dirigeant de l'opposition Sam Rainsy, ainsi que toutes les charges qui pèsent sur lui, de même qu'à libérer sans délai et sans conditions Kem Sokha et les autres députés de



l'opposition, et à lever les charges prononcées à leur encontre;

7. exprime ses sérieux doutes quant à la crédibilité et à la transparence des élections de 2018, après la décision de la Cour suprême de dissoudre le PSNC; affirme avec force qu'une élection dont le principal parti d'opposition a été exclu arbitrairement ne saurait être légitime et que des élections organisées dans la transparence et l'émulation sont essentielles pour garantir la paix et la stabilité à l'intérieur du pays et dans la région;
8. salue la décision de l'Union européenne de suspendre toute forme d'assistance électorale au Cambodge jusqu'à ce que ce pays engage des réformes conformes aux normes électorales internationales afin de faire progresser la démocratie et de protéger la marge d'action de la société civile;
9. invite la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité (VP/HR), Federica Mogherini, ainsi que le représentant spécial de l'Union pour les droits de l'homme à user de tous les moyens dont ils disposent pour protéger les droits fondamentaux des citoyens cambodgiens à élire des représentants et à être élus, et pour garantir le pluralisme et les principes démocratiques, en stricte conformité avec la Constitution du Cambodge;
10. rappelle au gouvernement cambodgien les obligations et les engagements qu'il est tenu de satisfaire en rapport avec les principes démocratiques et les droits fondamentaux de l'être humain, qui constituent des éléments essentiels de l'accord de coopération;
11. souligne que le respect des droits fondamentaux est une condition préalable pour que le Cambodge continue de bénéficier du régime préférentiel «Tout sauf les armes» de l'Union européenne; demande à la VP/HR et à la commissaire Malmström de réexaminer sans tarder les obligations du Cambodge au titre des conventions visées à l'article 19 du règlement sur l'initiative «Tout sauf les armes»; insiste pour que les préférences tarifaires dont bénéficie le Cambodge lui soient temporairement retirées tant qu'il ne se conformera pas à ses obligations au titre de ce règlement;
12. invite le SEAE et la Commission à dresser la liste des personnes responsables de la dissolution de l'opposition cambodgienne et des autres violations graves des droits de l'homme en vue de leur imposer, au besoin, des restrictions de visa et le gel de leurs avoirs ;
13. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, à la vice-présidente de la Commission et haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, au Service européen pour l'action extérieure, au secrétaire général de l'ANASE, aux gouvernements et aux parlements des États membres, ainsi qu'au gouvernement et à l'Assemblée nationale du Cambodge.

RC\1141956FR.docx

PE614.309v01-00 }  
PE614.312v01-00 }  
PE614.315v01-00 }  
PE614.317v01-00 }  
PE614.319v01-00 }  
PE614.320v01-00 } RC1

**FR**

# Hun Sen dares EU to impose sanctions

Ben Sokhean and Leonie Kijewski | Publication date 18 December 2017 | 06:41 ICT



Prime Minister Hun Sen attends a gathering of garment workers yesterday on Phnom Penh's Koh Pich, where he responded to an EU resolution calling for sanctions on Cambodia. Facebook

# Hun Sen dares EU to impose sanctions

Mon, 18 December 2017

Ben Sokhean and Leonie Kijewski

A European Parliament [resolution last week](#) calling for the possible suspension of Cambodia's preferential trade status prompted a strong reaction from Prime Minister Hun Sen, who yesterday sternly dared the bloc to "cut it!"

Speaking to garment factory workers on Koh Pich yesterday, the premier said Cambodia would neither beg for developed powers' table scraps nor acquiesce to their threats.

“Do not be the dog that acts just for only a bone or a piece of meat – it is not valuable. For example, they threatened that, ‘If you do not follow my order, I will cut this and that’. Cut it!” he said, insinuating that the EU was favouring the opposition, which won 44 percent of the vote in 2013, at the expense of the broader populace. “You cut that and you choose either a few people or 15 million people.”

On Thursday, the European Parliament passed a resolution urging the External Action Service and the European Commission to consider imposing visa sanctions and freezing the assets of Cambodian officials who were involved in the [widely condemned dissolution](#) of the Kingdom’s main opposition, the Cambodia National Rescue Party. They also called on the Commission to consider reviewing the Everything But Arms agreement, under which Cambodia enjoys preferential trade treatment.

Referring to visa restrictions, which have [already been imposed by the United States](#), Hun Sen threatened to react with a tit-for-tat policy. “Do not forget that they also need to enter our country, and we will restrict it, and it is not wrong,” he said.

The premier went on to criticise the power imbalance in receiving aid. “If we want aid, we need to bow and just say ‘yes’. Can a nation do that? I . . . cannot do that because I hate the invasion of the foreigners,” he said.

Despite the assertion, the premier was himself part of a Vietnamese-backed invasion that ousted the Khmer Rouge in 1979.

EU Ambassador George Edgar could not be reached yesterday, and the US Embassy declined to comment.

The remarks were the second time in three days that the premier hit out at the EU. On Friday, at a ceremony for gold medal winners at the 29th South East Asia Games at the Peace Palace in Phnom Penh, he also mockingly dared the EU to follow through on its parliament’s resolution.

“I want to encourage the EU to freeze the property of Cambodian leaders . . . and for it not to be [only] a threat,” he said, noting that five critical resolutions had been passed by the European Parliament without ever having drawn consequences.

What’s more, he maintained, visa restrictions and asset freezes didn’t matter. “How many government and CPP officials have property abroad?” he asked, before appearing to scold those who did.

“If you are stupid enough, you keep it there,” he said, adding his own property was only schools, pagodas, ponds, canals and wells.

But political analyst Meas Nee said that while Hun Sen personally might not suffer from such measures, they could nonetheless have a strong negative impact on Cambodia’s reputation, and even its standing in Asean. “Many Asean countries are more aligned to the West,” he said, pointing to Thailand and Vietnam, which he said were closely linked to the US.

Barbara Lochbihler, vice chair for the European Parliament’s Human Rights Committee and one of the politicians who signed the resolution, agreed in an interview on Friday.

“Naturally [Hun Sen] wants Cambodia to be a reputable country and for him to be seen as a reputable and capable politician,” she said. “Of course he and his children can invest their money

elsewhere. His wealth won't be broken down with these sanctions. But his reputation is publicly damaged.”

In his Friday remarks, Hun Sen also appeared to boast of eradicating the CNRP – the only viable competitor to his long-ruling Cambodian People's Party. Echoing ruling party rhetoric that the CNRP had been fomenting “revolution” with the help of the US and EU, Hun Sen taunted “big and rich countries” for being angry at the treatment of their “children”.

“When we break the legs of their children, who robbed and stole things from us . . . the father will be furious . . . The father is furious because his children got broken legs while they crawled to set bombs in our house,” he said.

Lochbihler, however, said this kind of rhetoric only served to distract from the issue and obscure the fact that Hun Sen could no longer dismiss the CNRP so easily. “It's not because he broke the children's legs, as he puts it, but because he realised, and the EU realised, that the children are not children anymore, but experienced politicians who indeed are an alternative to him and his party. That's why he reacted like that, that's what he's distracting from,” she said.

Meanwhile, the National Assembly on Saturday expressed regret at the EU resolution, claiming that the decision to dissolve the CNRP was purely a legal matter and not an attack against the opposition as the European Parliament claimed. It would be an “unfair decision”, he argued, if the EU were to end duty-free Cambodian imports into its market.

In its statement, the Assembly suggested that by threatening to suspend the preferential trade status, the EU was protecting the wrong people.

“If Cambodia falls into war, who will be the real victim? Does the EU protect the rights of those dishonest leaders or the rights of Cambodian people?” the statement reads.

Noting Cambodia's pivot away from the West and towards China, Lochbihler said Cambodia's garment, shoe and bicycle exports still depended on the EU. “There's no market for that in China that can replace this,” she said.

Speaking more generally, Lochbihler said the tone with which the Cambodian government reacted to criticism had negative impacts on their relations, noting a recent visit by an EU delegation.

“They came back being really shocked about the arrogance and ignorance with which the Cambodian [government] reacted, as if they didn't listen at all to the criticism they voiced,” she said.

Cambodia's Senate, meanwhile, also hit back at the EU resolution, saying it was “partial, unfair and does not reflect the truth in Cambodia”, and interfered with Cambodia's internal affairs.

“We would like to appeal to the EU to reconsider and not do anything that can affect the progress of Cambodia, which is living with peace, security, stability and development in democratic principles,” they write.

## As Hun Sen goads West, minister quietly notes massive cost of sanctions

Hor Kimsay and Ananth Baliga | Publication date 19 December 2017 | 06:33 ICT



Commerce Minister Pan Sorasak speaks at an event earlier this year. Photo supplied

## As Hun Sen goads West, minister quietly notes massive cost of sanctions

Tue, 19 December 2017

Hor Kimsay and Ananth Baliga

With Prime Minister Hun Sen [publicly daring](#) Western countries to impose sanctions in response to the recent dissolution of the country's main opposition, the minister of commerce has quietly expressed concern at the staggering customs bill Cambodia would incur should the EU suspend its preferential trade treatment, a leaked letter to the premier shows.

International pressure on the Cambodian government has been mounting following the Supreme Court's near-universally condemned decision last month to [dissolve the Cambodia National Rescue Party](#) – the only viable competitor to Hun Sen's long-ruling Cambodian People's Party. The EU and US have already pulled funding for Cambodia's National Election Committee, with the US also announcing visa restrictions on individuals involved in "undermining democracy".

The EU Parliament on Thursday passed a [resolution calling for](#) a review of Cambodia's Everything But Arms (EBA) trade preferences, even suggesting a temporary withdrawal. The EBA allows tariff-free imports to the economic bloc on account of Cambodia's least developed country status.

The resolution prompted a fiery response from Hun Sen, who on Sunday said he would not be a "dog that acts just for only a bone or a piece of meat", and dared the EU to "cut it!"

However, in a leaked letter dated December 4, Commerce Minister Pan Sorasak informs the prime minister that removal of these preferences would incur a \$676 million tariff cost based on the \$6.2 billion in exports to the EU in 2016. Suspension of preferential access to the US market for certain goods would incur a \$10 million bill, he added.

Reached yesterday, Sorasak did not deny the authenticity of the letter, but downplayed its significance.

"It is just an official document sent to Samdech [Hun Sen] for sharing some information," he said, refusing to comment further on the contents of the letter.

Maintaining a sombre tone throughout, Sorasak notes in his letter that the tariff payments to the US are "just small", but goes on to point to the exponentially higher payments to the EU, before noting that the sector employs more than 400,000 workers.

The minister also suggests that the government should lobby "friendly" EU member states.

"Cambodia should lobby any friendly countries that are members of EU through diplomatic and business networks, because the EU mostly has soft [response] and more understanding of Cambodia's situation," the letter reads.

Government spokesman Phay Siphon also declined to comment on the letter's contents, but said removal of the EBA would be a slow process and that he did not expect the EU to take a knee-jerk decision. "As per my experience, we have never seen any [EU] resolution executed against Cambodia for many years," Siphon said.

But political commentator Lao Mong Hay said it was noteworthy that the commerce minister was sounding off to the premier on the wide-ranging economic and employment effects of any sanctions, though he conceded it was unlikely Hun Sen would change his approach to the EU and US.

"He thinks he can say what he wants and there will be no cost," he said.

Though some firms operating in Cambodia would be able to swallow additional EU tariffs, Stephen Higgins, managing partner of Cambodia-based investment firm Mekong Strategic Partners, said others would prefer to shut shop, causing a negative domino effect.

"While some businesses might absorb the tariff, others might close and move offshore, and then you have second and third round effects, as workers have less income to spend on local businesses and so on," he said, via email.

## La Chine contrôle 82 % du marché de textile au Cameroun

(APA 14/12/17)



APA – Douala (Cameroun) - La filière textile au Cameroun est largement dominée par la Chine qui contrôle 82 % des parts du marché, ont révélé jeudi, la Cotonnaire industrielle du Cameroun (CICAM). Une situation qui met à mal la filière locale, le Cameroun ne représentant que 5 % du marché, derrière le Nigeria, 10% les 3% pour cent des parts de marché restant revenant aux autres acteurs. Des chiffres qui contrastent avec la réalité d'il y a une trentaine d'années, lorsque la CICAM contrôlait 85 % du marché en 1985.

Selon des sources, en dépit de l'arrivée massive des textiles chinois et ceux venus d'Afrique de l'Ouest à qui il convient d'ajouter la contrefaçon, la contrebande et la fraude, après plus de 50 ans d'activité, les machines de la CICAM, unique producteur local, ne répondent aux exigences du marché.

En outre, la faiblesse de l'industrie du textile au Cameroun est aussi accentuée par la qualité et la quantité de matière première produit localement.

Selon des sources, le Cameroun dont la capacité de production annuelle est de 350 mille tonnes de coton est en mesure de doubler sa production, compte tenu de la disponibilité de la main d'œuvre et des espaces cultivables.

Autre difficulté, alors qu'avec 3000 francs CFA l'on se procure un pagne chinois, la CICAM a tendance à vendre "le bas de gamme à 5000 francs CFA", poussant des consommateurs peu soucieux de la qualité à se tourner vers le moins cher.

Depuis l'année dernière, le gouvernement a entrepris un programme d'investissement de 5 milliards de francs CFA, l'objectif étant de rénover l'outil de production afin de le rendre plus compétitif.

En attendant les fruits de cette modernisation, la CICAM tient encore du fait des commandes pour des événements publics et privés.

On en veut pour preuve, le pagne du 8 mars, c'est-à-dire de la Journée internationale de la femme (JIF) qui constitue l'une des plus grosses rentrées de fonds pour cette entreprise publique dont la reconquête du « Made in Cameroon », est plus que jamais enclenchée rassure-t-on.

# China is still struggling to build a global fashion brand – not that producing a worldwide label matters

Designers like Huishan Zhang are popular and international buyers flocked to Shanghai Fashion Week, but with a booming middle class and big spending individuals at home, China's industry can still flourish within its own borders

PUBLISHED : Tuesday, 26 December, 2017, 7:18pm



Designer Huishan Zhang at his new Mayfair shop in London.

One of the most talked-about events at London Fashion Week in September was the opening of the first boutique of Huishan Zhang, a Chinese designer based there.

Located on Mount Street, the same address as the London outposts of brands such as Céline, the shop is a bold statement from the young creator. "The collection has done so well with retailers it has encouraged us to do more, and the new store says [to them] we are really serious about fashion," Zhang told the *Post* at the opening.

## More young Chinese designers make their mark at London Fashion Week

It's not often that a Chinese brand gets to be in the spotlight in one of Europe's fashion capitals. In spite of its manufacturing prowess as a maker of mass-market and high-end apparel for international brands, China has so far been unable to create and foster a truly global fashion label, whether from



the luxury spectrum or the high street. Made in China, yes. But designed, conceived and created in China for an international audience, not so much.

While other Asian countries such as South Korea and Japan have become huge exporters of home-grown fashion and beauty, China has lagged behind. Japan, for instance, has not only produced some of the top luxury labels of modern times (from Yohji Yamamoto, Issey Miyake and Comme des Garçons all the way to Undercover and Sacai) but also mass brands such as Uniqlo and Muji, whose footprint is truly global.



A model wears a dress designed by Zhang at London Fashion Week. Photo: Xinhua

In recent years, Chinese brands such as outerwear maker Bosideng and sports label Li Ning have attempted to expand outside their domestic market.

When Bosideng, known for its down jackets available in thousands of shops throughout China, opened a store on London's posh South Molton Street in 2012, it was hailed as a Chinese label's first foray into global retail. We know how that ended (the shop closed its doors five years later after a less than stellar performance).



Bosideng in London's Bond Street. Photo: Alamy

Closer to our shores, Shanghai Tang, a purveyor of a cliché, yet very tasteful, view of all things Chinese, has tried, not always successfully, to expand beyond Hong Kong. Particularly after being acquired in 1998 by luxury group Richemont, which sold the label to Alessandro Bastagli, an Italian investor, and a Hong Kong-based equity fund in June 2017. Its boutiques in London and New York closed long ago and the brand has very little presence outside Greater China, but Bastagli recently told the *Post* that he is planning to open shops in Paris and Milan.

According to Liz Flora, editor, Asia Pacific Research at L2 Inc, the Chinese fashion industry is indeed trying to develop local talent.



Shanghai Tang executive chairman Alessandro Bastagli launches the new season for the fashion brand in Hong Kong. Photo: Enoch Yiu

“Chinese fashion designers have been heading to fashion schools in New York, Paris, and London and showing at the top international fashion weeks, as well as attracting international buyers to Shanghai Fashion Week,” she says. “Domestic e-tailers have been promoting up-and-coming Chinese fashion labels as they cooperate with international retailers.

“Alibaba and JD.com have both sponsored promotions of Chinese fashion designers at major international fashion weeks such as London, New York, and Milan, and Tmall served as the official partner for the most recent New York Fashion Week.” Alibaba owns the *South China Morning Post*.



Hong Kong actor Matthew Ko wears a Bosideng jacket. Photo: SCMP

Perhaps it will be some time before China's role on the international fashion scene shifts from that of consumer and maker of luxury goods to that of a creative force to be reckoned with, but on a more basic level, one could make the argument that Chinese brands don't even need to expand beyond their borders.

After all, when your home turf counts a booming middle class and a growing population of high-net-worth individuals, why bother trying to appeal to the entire world?

**In the mood for expansion – Italian owner wants to take Hong Kong fashion brand Shanghai Tang global**

Unlike Western companies, which tend to aim for world domination from day one, risking over-expansion (Louis Vuitton, Burberry and Prada come to mind), Chinese brands have quickly learned that sometimes less is more and focusing all your energies and resources on your own backyard is perhaps the way to go.

## Textile brands get behind China's green shift

- [Helen Roxburgh](#) 21.12.2017

Consumers are willing to spend more on eco-friendly clothing and products, writes Helen Roxburgh



'There's always the perception there's a cost to sustainability – but in the long run, there's actually a lot more benefit' (Image: [Esquel](#))

When Sherry Poon set up her childrenswear clothing business, Wobabybasics, nine years ago, finding eco-friendly factories in China was a struggle, and finding organic cotton suppliers was nearly impossible.

"We originally wanted everything to be both sourced and made in China, and show people that products made in China do not have to be substandard," she said. "I think I interviewed between 60 and 80 different production factories. I ended up having to import my organic cottons, although everything is still manufactured in China."

A decade later, momentum is growing for the [country's green manufacturing](#). A record number of eco-friendly manufacturers showed up at the 2017 Intertextile trade show in Shanghai, although they're still a niche in a very large market.

"For the first year they actually labelled which factories used eco or organic textiles, so they were easier to find," says Poon. "Although we're still talking maybe just twelve companies, out of thousands there."

A commitment to sustainability is increasingly recognised in China. Wobabybasics, which uses entirely sustainable materials, was hailed as a top sustainable clothing brand by non-governmental organisation Green Initiatives, and studies have shown Chinese consumers are more and more willing to spend on green clothes and products.

### Making sustainability the norm

Green manufacturing is no longer the domain of specialist brands.

Hong Kong-based textiles giant Esquel, the world's largest shirt maker, has put sustainability at the centre of its business. With sales of US\$1.3 billion (860 million yuan) last year, Esquel manufactures over 100 million garments annually for retailers including Marks & Spencer, Ralph Lauren, and Tommy Hilfiger, and has been focusing on building a more sustainable business for both staff and the environment.

"This industry has a very bad reputation when it comes to labour abuses, and being able to employ people at the bottom of the pyramid," says Edgar Tung, head of global garment operations, Esquel Group. "We really wanted to reduce our impact on the environment and convert people's perceptions about this industry."

The textile and clothing industry has a long way to go to improve its green credentials. It is the second largest polluting industry globally after oil, accounting for 12.8 million tonnes of textile waste each year, while in China, 17-20% of the world's industrial pollution and 2.5 billion tonnes of waste water are from textile dyeing and treatment alone each year.

Esquel says it is determined to show that manufacturing doesn't have to be fuelled by cheap migrant labour and cost-cutting. A new US\$300m garment factory in Guilin has low-energy measures such as natural ventilation, and a commitment to zero discharge of wastewater.

Their existing factories already offer above industry average wages, childcare facilities, kindergartens, paid overtime and a commitment to no night shifts, in a series of measures to improve staff conditions, as well as actively promoting staff internally.

In the last ten years, the company claims to have reduced energy consumption per garment by 45% and water consumption by 64%. A recent Corporate Information Transparency Index, which evaluated 267 brands in China, ranked Esquel as the second-best company textile and apparel company for its green supply chain, and fourth greenest among all companies.

"There's always the perception there's a cost to sustainability – but in the long run, there's actually a lot more benefit," says Tung. "There are a lot of customers that come to us not because we are the cheapest, but because they know we practice green manufacturing and are good to our people."

### Customers come to us because they know we practice green manufacturing and are good to our people

At the recent Integral Conversation sustainability conference in Guilin, organised by Esquel, some of China's biggest names came together to outline their work in green production. Conglomerate Far Eastern, which has operations in ten major industries including textiles, construction and retail, outlined how it has shifted focus to green materials, including what they claim is the world's first 100% bio-polyester shirt.

"This is the way of the future," Douglas Tong Hsu, chairman and CEO of Far Eastern Group, told the Guilin conference. "We are focused particularly on reduced-chemical products and recycling waste products. Where we have to use new material, we want them to be green materials."

The government is also lending its support to sustainable manufacturing, inaugurating the Green Manufacturing Association of China this year, and driving companies towards automation as part

of the ambitious Made in China 2025 plan to modernise the country's factories. Some of the most polluting factories have already shut down, according to experts, often unwilling or unable to afford the costs of new environment requirements.

Brands such as Esquel and Far Eastern say they give their staff more training and pay higher rates than the market average to upskill the workforce, which increases productivity per employee.

At Shanghai trade conference Manufacturing in the Age of Experience in September, delegates heard how customers are demanding more professionalism and accountability from their manufacturers.

Zhenrui Zhao, of state-owned HBIS Tangsteel industry, outlined how his company tells customers which line their product is being assembled on so they can track it digitally, adding that a transparent approach to manufacturing is raising standards across the industry.

A long way to go

But significant barriers remain in the green manufacturing sector in China. There's still a lack of awareness from consumers about how environmentally damaging the industry can be, plus the upfront costs of eco-friendly production are higher and it is difficult to secure reliable green suppliers.

Manufacturers also face stricter standards which haven't always been adhered to, for example, the Global Organic Textile Standard (GOTS), which considers both environmental and social factors, requires refreshing every year.

And despite the increasing automation of factories, a preference for cheap labour is still common.

Research suggests most Chinese manufacturers are not ready for the next stage of digital, sustainable manufacturing, dubbed "Industry 4.0". This new era of smart manufacturing is designed to move China up the value chain, increase productivity through the use of digital technology, and professionalise the manufacturing sector.

"I think around 60% of companies in China are still moving from 1.0 to 2.0, and there is a very weak base for lean management," McKinsey's Forest Hou told delegates in Shanghai, outlining how their research showed only 30% of Chinese manufacturing companies were ready to consider smart manufacturing. While more than half were "followers", suggesting that the government's "Made in China 2025" target to transform the manufacturing sector faces an uphill challenge.

Another risk to many manufacturers in the industry is rising wages and growing anger over pollution from consumers and state policy. Many multinational companies are moving production to lower-wage countries with less stringent regulations like Vietnam or Bangladesh. Myanmar's clothing exports jumped from US\$950 million to US\$2.1bn between 2012 and 2016, while one [analysis](#) for the Federation of Hong Kong Industries trade group suggested the number of Hong Kong-owned factories in the Pearl River Delta fell by a third between 2006 and 2013.

Most of Esquel's customers are high-end brands, who are under pressure from consumers to deliver better standards. However, Esquel insists that building their green manufacturing centre has actually saved them money in the long run, and that green manufacturing doesn't have to be the domain of high-end goods.

Although there are more options available to her now, Poon says the green shift in Chinese manufacturing is still just beginning, and the only way to really trust a factory's green credentials is to visit in person and check.



“China’s factories have had to change, educate themselves a little more, and push to not just be mass market production but one step higher quality – part of that is being more sustainable,” she adds. “It’s been ten years, but this year I’ve finally felt there is a change.”

# 'Factory of tomorrow': Egypt aims to replace Far East as cheap clothing king

As costs in the Far East rise and consumption patterns change, Egypt tries to position itself - Africa - as the next cheap clothing hub



Egyptians earn a monthly average of between \$100 and \$113 in the garment sector (MEE/Paul Cochrane)



[Paul Cochrane](#)

Friday 22 December 2017

CAIRO - After nearly seven years in the economic doldrums, Egypt is keen to bolster its clothing exports, worth some \$1.4bn a year, and employ over one million Egyptians.

Egypt - and Africa more generally - is well positioned to become the next destination for sourcing clothing: salaries in the up-and-coming manufacturing hubs of Ethiopia, Uganda and Kenya are as low as \$60 a month, rising to \$100 in Egypt.

**'China has become too expensive, while the quality in Bangladesh and Pakistan is not that great'**

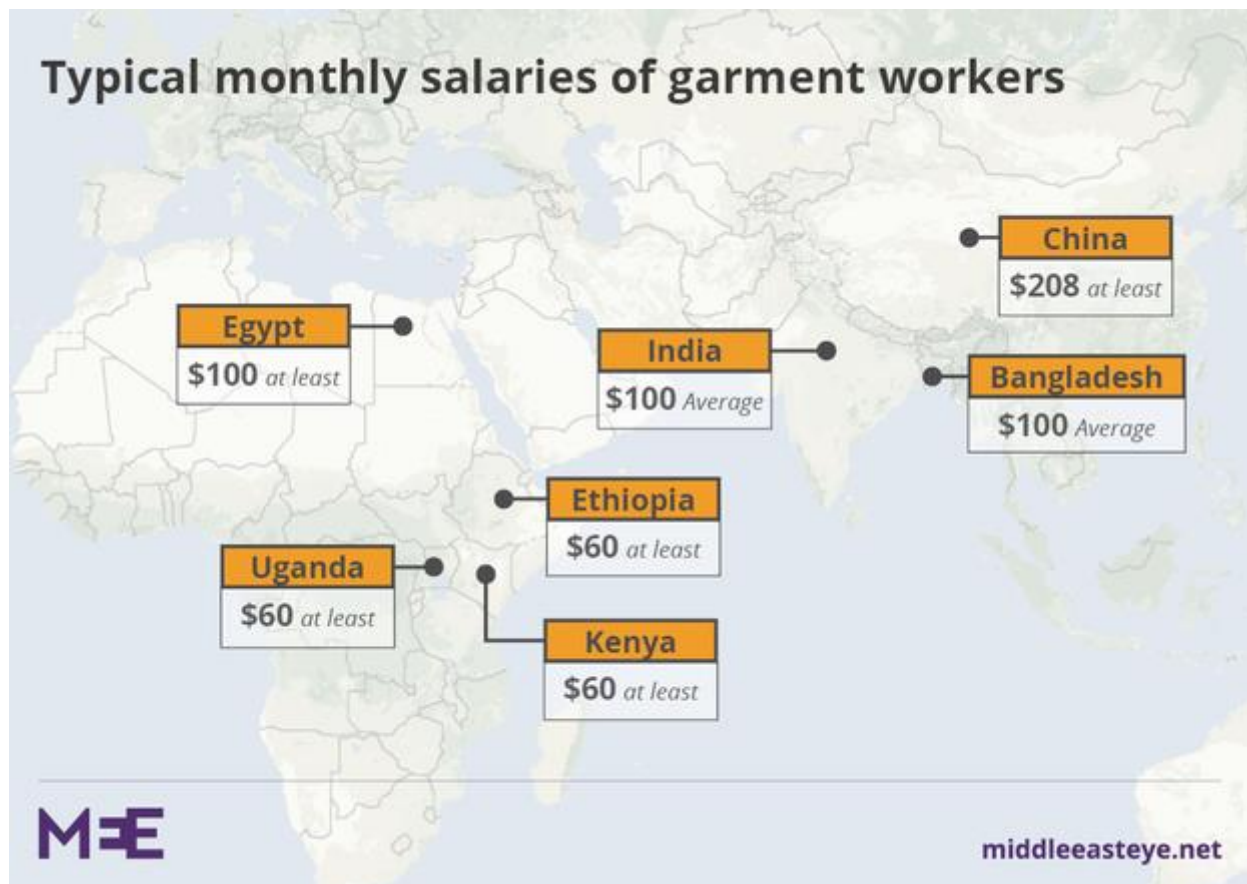
## - Giacomo Romoli, Director of Supply Chain at Guess Europe

What is more, there are no other low-cost destinations left on the planet. Asian manufacturers are at full capacity and South America has also become too expensive to source from.

Garment workers earn on average \$100 a month in India, and around \$70 in Bangladesh, while the lowest in [China](#) is \$208. Bangladesh, the second-largest producer, still has a certain stigma from buyers in the wake of the 2013 [Rana Plaza](#) disaster that killed 1,135 people.

That was the message at a major trade conference recently organised by the Egyptian government, export councils and the UN's International Labour Organisation aimed at promoting Africa as a "new frontier" for garment and textile manufacturing.

Giacomo Romoli, director of supply chain at Guess Europe, who attended the Destination Africa conference in November said, "I'm here to source because China has become too expensive, while the quality in Bangladesh and Pakistan is not that great.



"We already work with Tunisia and Turkey, so we're here to understand the opportunities."

With the demand for fast-fashion or "just in time delivery" on the rise – with a garment designed, manufactured and on a retailer's shelves within a month or less - Egypt in particular is well suited to take advantage of its proximity to Europe, able to export in less than 10 days, and to the USA, in 14 days compared to 35 days from Shanghai.

"There are 1.1 billion Africans, so it is the next frontier, with a huge population, while the average age is 19 years old today," said Jaswinder Bedi, chairman of the Export Promotion Council of Kenya at the conference, which was held at the Nile Ritz-Carlton.

"We will be the factory of tomorrow due to demographics."

### 'Next migration'

Egypt is already a major manufacturer for brands like Zara, Calvin Klein, Decathlon and Tommy Hilfiger.

By 2015, garment exports had reached \$1.4bn when buyers were warded off in the wake of political instability following the 2013 overthrow of Mohamed Morsi and the election of Abdel Fattah al-Sisi in 2014.

**To increase their wages by as little as \$3 per month, Egyptian garment workers have been shifting from one factory to another in search of better pay**

Now the country is trying to get back to pre-revolution levels, when it had annual growth of some 22 percent from 2006-2011, according to the Ready Made Garment Council. The sector is a major employer, with anywhere from 300,000 to 1.5 million employed in 1,500 garment factories, and 15,000 textile factories, around a third of which are government-owned.

With Egypt's population growing by 3 million a year to 93 million, 28 percent living in [poverty](#), and an [official](#) unemployment rate of 12 percent, there is a huge pool of "human resources" to draw on, while salaries in the garment sector typically range from \$100 to \$113 per month.

The depreciation of the Egyptian pound from eight EGP to the dollar in 2016 to nearly 18 EGP in November 2016 has also made Egypt a cheap sourcing destination.

But what's good for companies has been hard for Egyptians: depreciation has pushed up the cost of living, with food and average inflation rising from 13.8 percent in October 2016 to 42 percent in August 2017, according to the [UN Food and Agricultural Organisation](#).

To increase their wages by as little as \$3 per month, Egyptian garment workers have been shifting from one factory to another in search of better pay, forcing some companies to increase wages to compete.



Chinese and Egyptian employees work together at the Chinese-owned Nile Textile Group factory in Port Said (AFP)

"In the first year we had a turnover of 1,000 workers, so we now pay \$130," said Samih Sousa, general manager of Cotton & More, a Syrian company which set up operations in Egypt in 2012.

While Egypt has attracted Syrian companies like Sousa's as a result of the conflict, it has also become an attractive manufacturing for Turkish companies – the world's third-largest garment

manufacturer – to take advantage of low-cost production and Egypt’s preferential export deals with the European Union and the US.

Egypt can export to the US tax-free if garments are made at Qualifying Industrial Zones (QIZ), which requires 10.5 percent of manufactured goods to be sourced from Israel.

US President Donald Trump’s scuppering of the Trans-Pacific Partnership (TPP) agreement in January, which would have allowed greater free trade between Asia and North America, has also been a boon.

“What is happening is that with no TPP, Africa as a whole needs to absorb what I call the ‘next migration’, as manufacturing went to Asia, and now it will come to Africa,” said Waleed el Zorba, managing director of Nile Holding Company.

### Changing consumption patterns

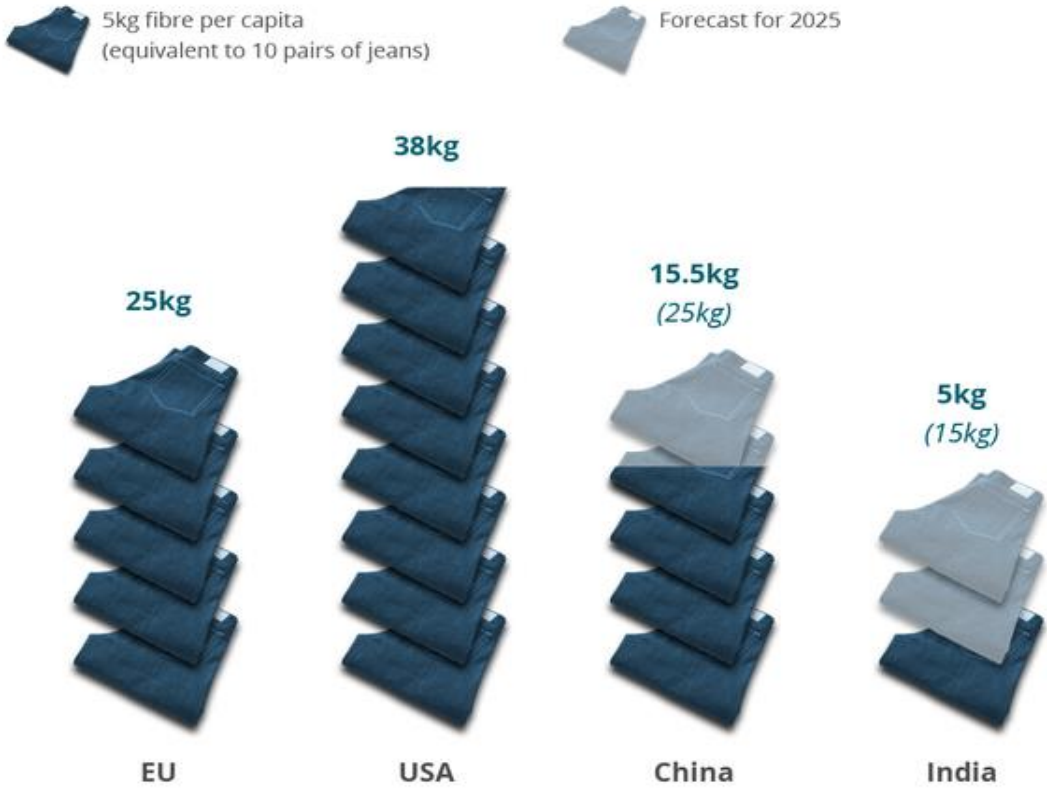
As middle classes in China and India grow, Egyptian and African manufacturers are also banking on changing consumption patterns. Currently, the total garment market size of the US and Europe is \$674bn, while it is \$326bn in China and India combined.

“That tells you the biggest market is the West, but consumption is changing rapidly,” said Bedi.

Annual per capita fibre consumption – clothes, sheets, towels, jumpers, jackets - in the US is currently 39 kilograms, and in the EU 25 kilograms - or the equivalent of 78 and 50 pairs of jeans respectively.

In China, it has surged from 5kg a decade ago to 15.5kg today, and forecast to reach 25 kg by 2025. Per capita consumption is expected to surge in India from 5 kg to 15kg.

## Annual fibre consumption per capita



By 2025, India and China's consumption – with a combined population of 2.66 billion or around 36 percent of the world's population, according to the UN – will have reached \$740bn, outstripping the US and the EU's \$725bn.

The expectation is that China and India will source clothing domestically and closer to home, leaving Africa – and specifically North Africa – ripe for opportunity.

"We can't prove that buyers are leaving Asia, but from 2016 there is demand for sourcing clothes closer by," said Dhyana van der Pois of the International Apparel Federation (IAF), whose clients include G-Star.

**Less than 11 percent of trade in Africa is inter-regional. By comparison, 60 percent of EU trade is within the EU**

The key for Egypt and African manufacturers to develop is to source within the continent, and take advantage of regional free trade agreements, as less than 11 percent of trade is inter-regional. By comparison, 60 percent of EU trade is within the EU.

Tunisian and Egyptian trade is a stark example. Tunisia imports only 1.3 percent of textile and clothing imports from Egypt, compared to 19 percent from France, and 23 percent from Italy. Tunisia exported just 664 tonnes to Egypt in 2016, while Egypt exported 5,024 tonnes to Tunisia, according to the Confederation of Tunisian Citizen Enterprises (CONNECT).

### **Egypt's plans – and challenges**

Under Egypt's Vision 2025, it aims to create one million jobs in the textile and garment industry, train some 750,000 workers, supervisors and managers, and attract \$13.5bn in local and foreign investment.

It's a tall order, but by October, Egypt's garment sector had already grown 14 percent this year, ahead of projected growth forecasts and is expected to reach \$1.4bn, a return to pre-crisis levels.

Still the country faces a Catch-22. The sector needs to mechanise to better compete with the likes of Turkey and move away from being a "cut and sew" hub to have more complicated pieces that can fetch higher prices. That however involves more automated production and would require fewer employees, and Egypt needs more people to be employed.

One aim of the government is to bolster cotton production, known as "white gold" as a result of its high-quality long-thread count. Egyptian cotton is nearly double the price of ordinary cotton.

There would seem to be room to grow: only 10 percent of all cotton used in Egypt is locally sourced and there have been problems with fake Egyptian cotton being sold around the world.

"It was all over the world in terms of fakery," said Wael Olam, chairman of the Cotton Egypt Association. Egypt has implemented a traceability auditing test to counteract this issue and encourages the use of a Cotton Egypt logo.

Yet with international demand for both man-made and natural fibres at 78 million tonnes, and cotton production only 24 million tonnes globally, Egypt and other African manufacturers will focus on synthetics.



An Egyptian farmer harvests cotton at a farm near the Nile delta city of Mansura, 130km north of Cairo (AFP) “Synthetics and polyester will grow. It doesn't mean cotton will die, but it will become a luxury item,” said Bedi, the Kenya export council chairman.

There is another problem: the more cotton produced for export, the less food is produced. Egypt is currently the world's largest wheat importer, while its food production is also export orientated.

A further issue is that while the ILO is working with Egypt to boost cotton production, it is very water intensive, requiring 20,000 litres to produce just 1kg – equivalent to one t-shirt and a pair of jeans, according to the [WWF](#). Egypt is already facing chronic water problems, expected to consume a third more water than is available by 2020.

As Abdel Latif Khaled, head of the reservoirs and grand barrages sector at the Ministry of Water Resources and Irrigation told [Youm7](#), "Egypt does not have the luxury to waste even one cubic metre of water."

### **'Do it right'**

For all of the potential opportunities, participants at Destination Africa were keen to emphasise that they don't want a "race to the bottom" on wages.

“We don't need to build sweatshops like in Asia, but learn from their mistakes and do it right,” said Bedi.

Improving conditions for workers in the country, however, would seem to be a challenge.

**'We don't need to build sweat shops like in Asia, but learn from their mistakes and do it right'**

**- Jaswinder Bedi, Chairman of the Export Promotion Council of Kenya**

This year, the ILO implemented its Better Work programme in Egypt – the second in the Middle East after Jordan – to improve working conditions. Out of 1,500 garment factories, it is currently working with 26.

But out of the 10,000 state-owned factories – the majority of which produce textiles, not clothing – all turned down the ILO's request to work with them.

“We went to one public company, but they wouldn’t cooperate. So we are not working with them as they would not commit to change,” said Adnan Alrababh, chief technical advisor at the ILO in Egypt.

The ILO’s tripartite structure is also not able to work effectively in Egypt. The system is designed to incorporate the views of the government, employers and employees to address labour issues at the ILO’s annual meetings.

Although a draft law is being mulled, unions are not allowed in Egypt and workers in state-owned enterprises have minimal recourse for appeal when their employer is the government, which has a less than stellar human rights record.



An Egyptian worker rides his bicycle near the Misr spinning and weaving factory in Mahala, 120km north Cairo (AFP)

In its latest survey, 71.3 percent of the 174 Egyptian factories audited by Sedex, a non-profit organisation dedicated to improving global supply chains, were non-compliant with health, safety and hygiene standards, significantly behind the 1,172 factories in other African countries, at 47.11 percent.

Egypt’s clothing production is slated to reach \$2.05 billion by 2021, according to Euromonitor International.

If garment manufacturing takes off in the rest of Africa, Egypt will be in a strong position to be a continental leader and hub – a major reason the trade event was held in Cairo. But for that to happen, greater inter-Africa trade needs to truly develop.

“We need to really work together on one, changing our mindset from competition to cooperation, and two, build a continental value chain where everything is available,” said Mohamed Kassem, commissioner of Destination Africa, and the former chairman of the Garment Export Council.

"Forget about the division of north and sub-Saharan Africa, that’s an artificial division created by the West. We need to really integrate all textile producers in the continent."



## L'Éthiopie donne un nouveau coup de fouet à son économie



Des ouvrières cousent des vêtements pour enfants, le 4 avril dans une usine textile d'Addis-Abeba. - Crédits photo : ImageForum



Conjoncture | Par Nathalie Tissot  
Mis à jour le 24/12/2017 à 18h09

REPORTAGE - Le pays a dévalué sa monnaie pour doper l'export. Mais l'inflation pèse sur ses près de 100 millions d'habitants.

À Addis-Abeba

Au centre commercial Zefmesh à Addis-Abeba, les étiquettes des prix des produits électroménagers ont été changées dès le mois d'octobre. La machine à laver, qui coûtait en septembre 17.000 birrs éthiopiens (528 euros), en valait 18.500 (574 euros) quelques semaines plus tard. Les commerçants ont voulu anticiper l'inflation. Après l'annonce, le 10 octobre, de la dévaluation de 15 % de la devise, le dollar est passé de 23 à 27 birrs. Dans ce pays de près de 100 millions d'habitants, la dernière dévaluation en 2010 a marqué les esprits. À l'époque, l'inflation avait atteint 40 % selon la presse locale. Le premier ministre d'alors, Meles Zenawi, avait promis : « C'est la dernière et inévitable pilule à avaler. »

**« Face au déficit de la balance commerciale, on ne pouvait pas continuer à prendre dans nos réserves et à emprunter de l'argent à l'étranger »**

Sisay Regassa, professeur d'économie à l'université d'Addis-Abeba

Néanmoins, pour Sisay Regassa, professeur d'économie à l'université d'Addis-Abeba, « le gouvernement n'avait pas le choix, face au déficit de la balance commerciale, on ne pouvait pas continuer à prendre dans nos réserves et à emprunter de l'argent à l'étranger ». Sur l'année 2015-2016, la valeur des biens importés en Éthiopie est en effet cinq fois plus élevée que celle des biens exportés. « C'est l'une des principales raisons pour lesquelles l'économie est moins performante à l'international qu'elle pourrait l'être », souligne Carolyn Turk, responsable régionale de la Banque mondiale.

Une note de l'institution, publiée récemment, précise que « la réserve en devises étrangères est passée, fin 2015, d'environ 4 milliards de dollars, soit l'équivalent de deux mois et demi d'importations, à 3,2 milliards de dollars en juin 2017, soit deux mois d'importations ». Les autorités, fières d'afficher une croissance moyenne à deux chiffres sur les dix dernières années, se contenteront cette année de 8 % selon la Banque mondiale. Pas de quoi inquiéter leur ambition de faire de l'Éthiopie un pays à revenu intermédiaire d'ici à 2025.

## **L'accès à l'électricité, un problème majeur dans les campagnes**

Pour y parvenir, la politique du gouvernement se base sur un second plan quinquennal 2015-2020: le Growth and Transformation Plan. L'un des objectifs est de moderniser l'agriculture, qui représente 85 % des exportations, et de développer le secteur industriel. « L'économie éthiopienne s'urbanise et s'industrialise », commente Richard Spencer, de la Banque mondiale.

**Depuis l'indépendance de l'Érythrée en 1993, l'Éthiopie a perdu son accès à la mer. Aujourd'hui, 90 % de ses exportations passent par Djibouti**

Une douzaine de parcs industriels sont en construction. L'un des plus grands de l'Afrique subsaharienne, construit par une entreprise chinoise, a été inauguré l'an dernier à Awasa, au sud d'Addis-Abeba, et abrite des usines textiles. Un autre a vu le jour cet été à Kombolcha, entre la capitale éthiopienne et Djibouti. L'endroit est stratégique.

Depuis l'indépendance de l'Érythrée en 1993, l'Éthiopie a perdu son accès à la mer. Aujourd'hui, 90 % de ses exportations passent par Djibouti. Les marchandises y sont acheminées en camion, mais une nouvelle ligne ferroviaire devrait bientôt être fonctionnelle et réduire le temps de trajet. Autre chantier colossal : le barrage de la Renaissance, le plus grand d'Afrique, en construction sur le Nil Bleu. Le gouvernement espère exporter une partie de l'électricité produite vers les pays voisins d'ici à deux ans.

Reste que dans les campagnes éthiopiennes, 80 % de la population n'a pas accès à l'électricité, selon le rapport 2017 des Nations unies sur les pays les moins développés. Les ménages défavorisés devraient également être affectés à court terme par une éventuelle

inflation. Pour rassurer, le premier ministre Hailemariam Dessalegn a annoncé des mesures, comme la hausse des taux d'intérêt. «Il va y avoir une pression sur le niveau des prix, personne ne peut le nier. Mais de combien de pourcents vont-ils augmenter? », questionne Sisay Regassa, concluant: «La dévaluation n'apportera de bonnes choses sur le long terme que si elle est accompagnée d'autres mesures.»

---

## **Bruxelles renforce son aide face à l'aggravation de la sécheresse**

Si l'économie de l'Éthiopie se transforme à grande vitesse, les fléaux que sont la sécheresse et la famine y persistent. L'Union européenne vient d'annoncer une nouvelle aide d'urgence de 15 millions d'euros pour venir en aide aux populations du sud et du sud-est du pays «qui subissent des niveaux de plus en plus critiques d'insécurité alimentaire». Sur l'ensemble de l'année, Bruxelles aura consacré 91 millions d'euros à l'aide humanitaire dans ce grand pays de la Corne de l'Afrique.

Selon la Commission, quelque 8,5 millions de personnes, dont 3,6 millions d'enfants et de mères allaitantes, souffrent de malnutrition. Le phénomène El Nino a provoqué une sécheresse sévère en 2015-2016 qui a décimé les troupeaux. L'aide humanitaire s'adresse aussi aux nombreux réfugiés venus des pays voisins, Érythrée, Somalie, Soudan du Sud.

## Textile & Clothing sector sees subdued performance in 2016

22 Dec '17



The [textile](#) and clothing (T&C) sector has witnessed subdued performance in 2016, says a recent review. Despite a bright EU economy, T&C activity in EU lost dynamism in particular towards the end of the year. 2016 witnessed the slowest growth in EU exports since the financial crisis, while the retail turnover development was less dynamic than in previous year.

The EU's economic improvement did not, however, benefit the clothing sector (whose production fell a further), whilst the textile sector edged ahead by just +1.6 per cent, according to Bulletin N°4/2017 by Euratex. The bulletin has given insight into the 2016 Evolution of the textile and clothing sector and short term prospects as well as the general European Economic Forecast Autumn 2017.

"By 2016 end, the textile and clothing sector moved in opposite directions: textile activity improved to some extent, while activity in the clothing industry showed no signs of recovery. The index for textiles reached a new high in 2016 at 107.5, compared to 105.5 points in 2015 – an increase of +1.9 per cent. In the EU as a whole, investment only grew very slightly in 2016, taking into account the time lag between investment decisions and their implementation. Besides, Switzerland and Turkey faced declines in both sectors," the bulletin stated.

The preliminary data for the first quarter of 2017 was also favourable for the textile sector, albeit with decline in the traditional sectors of spinning and weaving, as well as nonwovens, whilst finishing has recovered somewhat. Knitted items (circular knitting) continued to grow, but at a reduced pace. 'Other textiles', including technical textiles, expanded more sustainably. The growth observed mainly came from the Eastern European countries.

"The clothing sector continued to cut production, yet turnover rose slightly. However, expectations during the second half of 2017 continued to rise in the clothing industry with positive assessments of production expectations," according to the bulletin. (RR)

# Prêt-à-porter : la crise chez les enseignes françaises ?

**Les petites enseignes de prêt-à-porter françaises ont du mal à résister aux géants internationaux. Julien Duperray fait le point.**



France 2 France Télévisions

Publié le 24/12/2017 | 22:15

La chaîne de prêt-à-porter [Pimkie](#) a annoncé la suppression de plusieurs centaines de postes pour 2018. Cette annonce est le symbole d'une crise chez les petites enseignes françaises, comme nous l'explique en plateau Julien Duperray. *"Ces derniers mois ont été une hécatombe. La Halle a supprimé 1701 postes, Mim 791, Tati 271 et Promod 133. Ces enseignes françaises ont été écrasées par les géants du secteur comme Zara, H&M, Primark ou Kiabi : ces grands groupes possédaient 17% du marché en 1996 pour 34% en 2016 grâce à leur stratégie de rouleau compresseur",* précise-t-il.

## Le budget vêtement des Français en chute libre

Le journaliste ajoute : *"Ces enseignes mettent en place des prix bas, l'ouverture de nombreuses nouvelles boutiques, de nouvelles collections et la mise en place des achats en ligne. Les dépenses des Français en matière d'habillement sont en chute libre : pour 10.1% du budget en 1960 et 5.3% en 1990, on tombe en 2015 à 2.9%. Face à une concurrence acharnée, les plus faibles des enseignes françaises ne résistent pas."*

# Textile industry calls for imposing safeguard measures against cheap imports

*During July-Nov, India's knitted apparel imports from Bangladesh has surged by 69%.*

## The Dollar Business Bureau

*The Dollar Business Bureau - Dec 12, 2017 12:00*

Confederation of Indian Textile Industry (CITI), an apex textile industry body, on Monday called for imposing protection measures in order to prevent the routing of cheap fabrics from countries such as China through Sri Lanka and Bangladesh, where India has free trade agreements.

The garment industry in India will face tough competition from countries like Bangladesh as the garments imported from these countries are cheaper as the production cost is quite low compared to India, CITI said in a statement.



**SEARCHING FOR OVERSEAS BUYERS FOR YOUR PRODUCT?  
GET THE MOST POTENT BUYER DISCOVERY ANALYSIS TOOL!**

# EXIMAPS

LOG ON TO [www.thedollarbusiness.com/exim-maps](http://www.thedollarbusiness.com/exim-maps)  
GAIN DETAILED ANALYSIS OF EACH BUYER & GROW YOUR BUSINESS!

As per the recent data released by the Export Promotion Bureau of Bangladesh, India's garments import from Bangladesh has touched \$87.4 million during the period July to November this year, witnessing a steep rise of 56% compared to \$55.92 million during the corresponding period last year, it stated.

Sanjay Kumar Jain, Chairman, CITI, said, "There is an urgent need to impose safeguard measures such as Rules of Origin, Yarn Forward and Fabric Forward Rules on the countries like Bangladesh and Sri Lanka that have free trade agreements (FTAs) with India to prevent cheaper fabrics produced from countries like China routed through these countries."

"During July-November period, India's knitted apparel imports from Bangladesh has surged by 69% whereas woven apparel imports increased by 51%, compared to the same period a year ago," he said.

Jain pointed out that the basic custom duty is exempted on garments import from Bangladesh.

Before Goods and Services Tax (GST), garments import from Bangladesh was attracting cost of Rs.116 per piece (on an MRP of Rs.1,500 per piece) and Rs.77 per piece (on an MRP of Rs.999 per piece), in the form of countervailing duty (CVD) + education cess, thereon.

"However, after the GST implementation, garments import from Bangladesh attracts no cost," he added.

"Garment manufacturers in India have to pay duty on imported fabrics, while Bangladesh can import fabric from China duty free and convert them into garments and sell to India duty free. This is putting Indian garment industry at a major disadvantage and it is feared that this figure will go up further in the coming days as more Indian Brands shift sourcing from India to low cost duty-free countries like Bangladesh and Sri Lanka," the statement said.



# Textile industry hails announcement of new skill development scheme

December 21, 2017:

Approval of a new skill development scheme for capacity building in the entire textile value chain has received widespread applause from the textile industry.

Reacting to the announcement, Raja M Shanmugham, President, Tirupur Exporters' Association thanked the government for considering the long pending requisition of the association for skilling new workers and upskilling of many others in the garment cluster "Recognition of prior learning is a need of the hour for Tirupur knitwear cluster which employs six lakh workers directly," he said and added that only by enhancing the productivity, the much needed competitiveness could be achieved for sustaining in the global market.

"Most of the labourers in the cluster are self-groomed without any proper technical skill orientation or training. This has brought in inconsistency in production and quality parameters. This void can now be addressed effectively," he added.

NIFT TEA College Knitwear Fashion skill division has already trained 15,000 workers and placed the trained candidates in TEA member units, the TEA President said.

Hailing the announcement, P Nataraj, Chairman, The Southern India Mills' Association said the textile industry requires training of workforce on a scientific basis and constant upgradation of skills to sustain in the global market.

The Textiles Ministry had earlier launched the Integrated Skill Development Scheme (ISDS) with a budget outlay of Rs. 272 crore under 11 th Plan and Rs. 1900 crore in the 12 th Plan. Around 11 lakh worker were benefited under the scheme.

The industry has been demanding a special scheme not only for training the fresh workers, but also for upskilling and skill upgradation of supervisors, executives, managers and entrepreneurs. This new scheme on a budget outlay of Rs. 1300 crore for 2 years would help address the void.

The Indian textile industry has been lagging in productivity. Countries like China, Bangladesh and Vietnam have surpassed us in productivity. This new scheme therefore would enable the industry to adopt scientific principles for upgrading the skills of the employees and achieve higher productivity. He has said that the Scheme would also facilitate to cut cost and improve quality.

## Textile industry tries to cope with a knotty GST

M. Soundariya Preetha

COIMBATORE, December 30, 2017 20:09 IST



Labourers at work at a powerloom weaving unit in Palladam in Tirupur District.

### **New indirect tax regime has led to production disruptions**

For the textile industry, the year 2017 was challenging as it faced headwinds in the form of Goods and Services Tax (GST) leading to disruptions in production

“We started the year getting out of demonetisation,” said S.K. Jain, chairman, Confederation of Indian Textile Industry (CITI).

“During November and December last year, production activities were down (on demonetisation). In January, it picked up. However, in April, concerns related to GST set in and no one wanted to hold stocks. Till September, demand was sluggish. From October, the market has picked up,” he said.

While retailers and manufacturers reduced inventory with special discount sales before the new indirect tax regime took effect, industries along the textile value chain saw GST-related disruptions in production.

For an industry that is highly fragmented, runs on cash economy and where products are for mass consumption, the tax regime put a spanner in the works.

According to industry sources, textile production was affected by about 3% to 4 % this year on account of GST. Though exports are showing growth issues with GST remain.

“China is reporting positive activity and demand is picking up in the U.S. and the European Union,” said Siddhartha Rajagopal, executive director, Cotton Textiles Export Promotion Council.

“These are expected to augur well for Indian textile and clothing exporters next year. While there might be a small growth in exports this year (2017), there are problems in refunds for GST as even the July refunds are yet to come. The government should clear the backlog.”

Industry sources say that as more textile units get into the formal tax system, the prices of textile products might go up in the coming months. But, the impact would not be much for consumers. What is of concern to the industry is imports going up after GST.

Post-GST, import of many textile items have increased, affecting the domestic industry and exports have become less competitive. The Centre has to restore the pre-GST import duty and export incentives. It should also focus on Free Trade Agreements, Mr. Jain says.

#### Cotton production

The production of cotton, has, however, has picked up.

Cotton continues to be an advantage for the Indian textile sector as the current season’s production might be 380 lakh bales or a little more, said P. Nataraj, Chairman, Southern India Mills’ Association. “Capacity utilisation in spinning should go up if yarn exports improve. Yarn exports are approximately 70 million kg a month now and are likely to increase to 100 million kg next year,” Mr. Nataraj said.

“Investments continue in the textile sector in States such as Gujarat and Telangana, mainly because of the support extended by the State governments. The Union government should focus on the entire sector instead of specific ones such as garments,” he said.

Exports saw 3% rise between April and October, according to according to Kavita Gupta, Textile Commissioner. Though garment exports saw a slight decline in October, yarn and fabric exports have been better so far this year.

Also, ₹1,400 crore was disbursed as subsidy under the Technology Upgradation Fund Scheme (TUFS), supporting investments in the textile sector. GST would benefit the industry in the long run. With regard to technology mission on cotton, the office of the Textile Commissioner had submitted a proposal to the Textile Ministry, she said.

20 décembre 2017

Wiam Markhouss

## UNE TRES BONNE ANNEE 2017 POUR LE TEXTILE MAROCAIN

**Les professionnels s'attendent à un chiffre d'affaires à l'export de 35 à 36 milliards de DH. Les donneurs d'ordre européens se tournent vers des fournisseurs géographiquement plus proches.**

Les industriels du textile s'attendent à une année 2017 exceptionnelle en termes d'exportations. «*Pour la première fois, on devrait atteindre entre 35 et 36 milliards de dirhams de chiffre d'affaires à l'export*», a déclaré, à *La Vie éco*, Karim Tazi, président de l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (Amith). Rappelons qu'en 2016 les exportations étaient de 33 milliards de dirhams.

L'année 2017 a été particulièrement dynamique grâce au Fast Fashion, segment sur lequel le Maroc détient une place de choix à l'international. De grands donneurs d'ordre mondiaux tels que H&M et Primark ont pour la première fois fait du sourcing au Maroc. D'après M. Tazi, l'Allemagne s'intéresse également à la sous-traitance marocaine. L'avenir s'annonce donc prometteur pour les exportations textiles.

### **Redonner confiance aux investisseurs pour relancer le marché local**

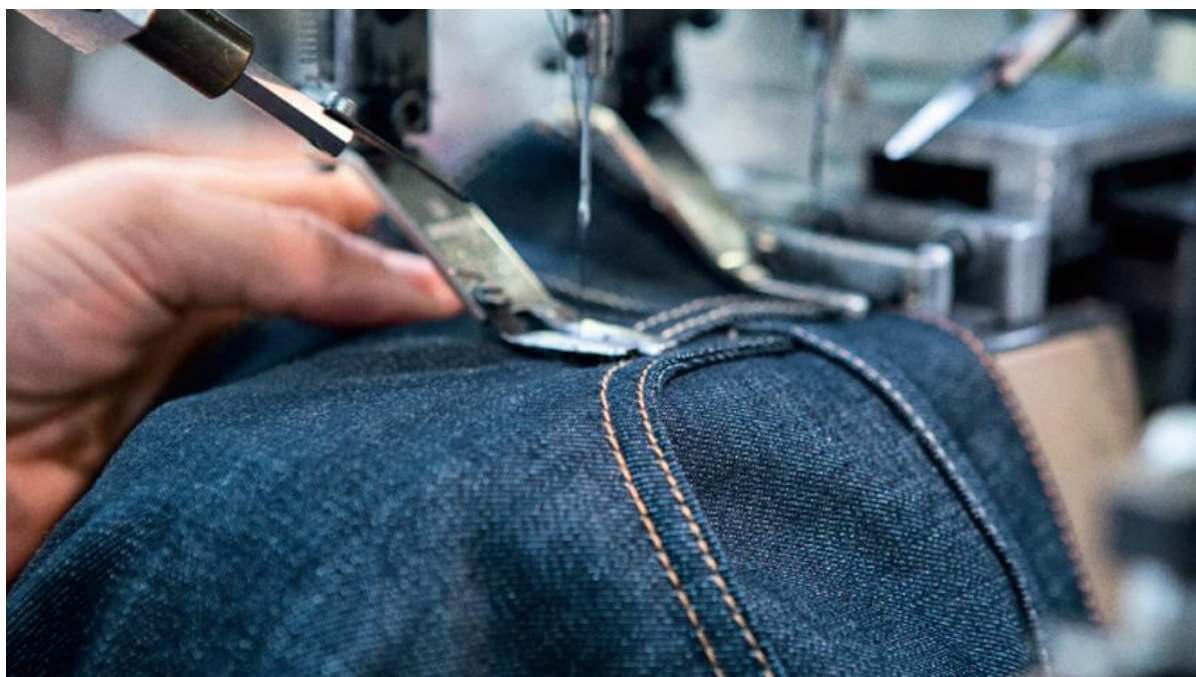
En France, donneur d'ordre traditionnel du Maroc, les commandes se sont faites plus nombreuses cette année. En outre, des centrales d'achat européennes passent leurs commandes à long terme et permettent dorénavant aux sous-traitants d'avoir de la visibilité sur leur programme de production. En témoigne Said Benabdeljalil, directeur du pôle développement et recherche chez l'Amith et PDG de Flou Flou (qui emploie 220 personnes). La progression du chiffre d'affaires de son entreprise est de 25% cette année grâce à l'embellie de l'export. «*Toutes nos chaînes de production (6 au total) tournent à plein régime depuis la période de février-mars 2017. D'ici juillet 2018, on compte même recruter une trentaine de personnes et ajouter une ligne de production*», déclare M. Benabdeljalil.

Profitant de cette tendance, le Maroc, devenu l'un des champions du monde du fast fashion, veut encourager l'émergence de grands acteurs nationaux capables de répondre à la demande

mondiale. *«D'importants projets sont en cours de réalisation dans ce sens. Dans le cadre du programme d'accélération industrielle (PAI), nous avons plus que triplé les mesures de soutien à l'investissement et à la compétitivité»*, explique M. Tazi. Seul bémol : le marché local souffre encore de la contrebande, des importations massives, de la sous-facturation et du dumping. Certains industriels attestent que l'année 2017 a été très difficile sur le marché local. Pour remédier à la situation, l'Amith a fait du lobbying pour pousser les pouvoirs publics à reprendre les contrôles de manière plus rigoureuse. *«En outre, plusieurs actions ont été lancées pour rétablir la confiance des investisseurs marocains. Dans 6 mois, nous comptons créer de la demande pour les industriels et encourager ainsi l'investissement»*, déclare avec optimisme le président de l'Amith.

## Primark et H&M séduites par le « Made in Morocco »

Publication : 25 décembre 2017



**Les carnets de commandes se garnissent dans le secteur textile. Deux grandes enseignes viennent s'ajouter à la liste des donneurs d'ordre. Il s'agit de H&M et Primark. Ces nouvelles commandes permettraient de créer 20.000 emplois supplémentaires dans le secteur.**

Record historique à l'export pour l'industrie textile. Le secteur entend finir l'année sur un total de 36 MMDH d'expéditions. À fin novembre, les statistiques de l'Office des changes indiquaient que le secteur textile et cuir a exporté l'équivalent de 34,1 MMDH avec une progression d'environ 1,7 MMDH (soit +5,2 %) en comparaison avec l'année précédente. Selon l'Association marocaine des industries du textile et de l'habillement (AMITH), le secteur devrait continuer sur sa lancée et s'imposer comme l'un des leaders de la fast-fashion avec l'avènement de nouveaux grands donneurs d'ordre. «Pour la première fois, nous allons connaître une vraie diversification avec l'avènement d'enseignes comme H&M et Primark en tant que donneurs d'ordre avec déjà plusieurs grandes commandes passées», révèle Karim Tazi, président de l'AMITH. Impossible de connaître le nombre de commandes passées à ce jour. «L'activité engendrée par ces deux grandes enseignes permettra la création d'environ 20.000 emplois», ajoute Tazi. L'association professionnelle aborde ainsi l'avenir avec confiance. «Nous pensons que nos parts de marché continueront à croître durant les prochaines années», affirme Karim Tazi. L'export devrait ainsi continuer à progresser. Une très bonne

nouvelle pour ce secteur qui fait partie - rappelons-le - des métiers mondiaux du Maroc et qui peinait il y a quelques années à dépasser les 30 MMDH à l'export.

### **Compétitivité et concurrence**

Ces bonnes performances s'expliquent notamment par le lancement efficace du projet d'écosystèmes industriels avec les pouvoirs publics en 2015. « Mais il faut dire que l'on a aussi profité d'une conjoncture favorable en termes de compétitivité et de stabilité face à nos principaux concurrents en Turquie et en Égypte », explique le président de l'AMITH. Le secteur a également su se positionner depuis plusieurs années comme l'un des leaders de la fast-fashion. « Il s'agit du seul segment de l'industrie textile mondiale qui connaît une vraie progression », est-il expliqué. Si le secteur fait preuve de dynamisme à l'export, il demeure toutefois malmené sur le marché local. En cause, la déferlante des pratiques déloyales. La profession avance notamment des cas de dumping et de contrebande. Les marchandises en provenance de Chine, de Turquie, du Bangladesh et du Vietnam, notamment via des enseignes low-cost, minent le marché. « Cette concurrence déloyale a eu pour effet la destruction de près de 120.000 emplois dans le secteur entre 2008 et 2014 », rappelle le président de l'AMITH. Aujourd'hui, l'impact des importations sur l'emploi se chiffrerait à une perte d'environ 20.000 postes annuellement. Des pertes d'emploi pour le textile, dirigées principalement vers la production locale. Les exportateurs demeurent toutefois de grands employeurs. En effet, dans le cadre des écosystèmes textiles déployés par le Plan d'accélération industrielle (PAI), pas moins de 65.000 emplois sont prévus à l'horizon 2020, principalement dans les filières du denim et de la fast-fashion.

### **Il faut sauver le marché local**

Le président de l'AMITH affirme que «les pouvoirs publics sont conscients aujourd'hui du potentiel du marché local et ont décidé de travailler de concert avec les industriels pour améliorer la conjoncture». Le mode opératoire consistera notamment à mieux surveiller les importations grâce au renforcement des contrôles aux frontières. « Mais il s'agit aussi de combattre l'économie de rente et de construire de vrais écosystèmes. Pour ce faire, nous allons encourager les acteurs transparents et mettre en œuvre notre projet de fast-fashion éco-responsable », précise Tazi. Les modèles économiques des producteurs locaux ne peuvent pas être rentables, même pour ceux qui agissent dans l'informel. D'où la nécessité pour l'AMITH de « changer complètement de paradigme concernant le marché local ». Ce dernier demeure encore dominé par l'informel, surtout celui de l'importation. Pour l'association professionnelle, des effets bénéfiques devraient être visibles avant 2019. « Si nous mettons en place ces mesures, nous assisterons dans un délai de 6 mois à un retour de la confiance, une hausse des investissements et la reprise de l'emploi dans le secteur », affirme Tazi, également DG de Marwa.

## Myanmar's Garment Sector Could be Vastly Improved in Three Years

by Arthur Friedman

Posted on December 14, 2017 in [News](#), [Trade](#)



A consortium of government organization, labor groups and academia has launched a three-year project in [Myanmar](#) with the purpose of improving the work environment in the country's garment sector, including job creation, more sustainable and efficient productivity and greater community relations.

The project will take place in 12 factories supplying Western brands, including Danish fashion retailer [Bestseller](#), according to the Danish Ethical Trading Initiative (DETI), which is coordinating the project in collaboration with the British Ethical Trading Initiative, Danish trade union 3F, and Aalborg University in Denmark, with the backing of the Danish Market Development Partnerships Fund.

DETI said the project, which will run to the end of 2020, supports the democratic transformation in Myanmar, including a long-term effort to increase competitiveness and strengthen respect for human and labor rights in the country's textile and garment sector.



While Myanmar's move to democracy after years of military rule resulted in the country holding its first nationwide election late last year, won in a landslide by Suu Kyi, problems persist as it seeks to lure foreign economic investment.

Hundreds of thousands of Rohingya, considered one of the most persecuted minorities in the world, have fled from Myanmar's Rakhine state to Bangladesh since August. The government of Myanmar, a predominately Buddhist country, claims the Rohingya people are illegal immigrants from neighboring Bangladesh and has denied them citizenship, leaving them stateless. The Rohingya—who have their own language and culture—say they are descendants of Muslim traders who have lived in the region for generations.

In November 2016, the U.S. re-designated the country, formerly known as Burma, as eligible for the General System of Preference program.

While U.S. trade with Burma remains small, since the initial lifting of sanctions, it has grown significantly. In 2016, two-way goods trade was \$438 million, with U.S exports totaling \$194 million, having almost quadrupled since 2012, according to the U.S. Trade Representative's Office.

"The purpose of the effort is to improve the efficiency, quality and working environment of textile production, and increase knowledge of human and labor rights and social dialogue for the benefit of both social and economically sustainable development of the industry," DETI said. "The project's results will be used to develop a defined business case that can be used to spread experience to companies and employees throughout the textile industry in Myanmar. At the same time, the project contributes to the UN's World Social, Economic and Environmental Sustainable Development Strategy."

The domestic stakeholders in the project are SMART Myanmar, Yangon Technological University and local trade unions, Industrial Workers Federation of Myanmar and UNICEF's Multiple Indicator Cluster Survey project.

## Groups Speak Out Against Human Rights Violations in Myanmar



By [Ernie Smith](#) / Dec 12, 2017 A view of the sprawling Kutupalong refugee camp near Cox's Bazar, Bangladesh. (UK Department for International Development/Flickr)

Industry groups and nonprofits focused on the garment and textile **sectors are speaking out against the country's treatment and displacement of Rohingya Muslims**. The statement comes after the United Nations adopted a resolution implying that crimes against humanity were taking place in the country.

The persecution facing an ethnic minority based in Myanmar has raised a number of concerns with the country's garment and textile industries.

And the U.S. and European groups that represent those industries are speaking up in an effort to prevent the situation from getting worse.

Last week, 16 organizations sent a joint statement to the president of Myanmar, Htin Kyaw, speaking out against the violence, attacks, and displacement against the country's population of Rohingya Muslims, who are not considered citizens by Myanmar's government. The statement comes days after the United Nations Human Rights Council passed a resolution that suggests that the attacks on the ethnic population [likely include crimes against humanity](#) like ethnic cleansing.

The groups signing the statement—among them the Ethical Trading Initiative, Fair Labor Association, American Apparel & Footwear Association, and the Foreign Trade Association—pointed out that the situation created threats to both the country's population and its business climate.

“Since the escalation in violence earlier this year, more than 600,000 Rohingya refugees have fled across the border to Bangladesh,” [the organizations emphasized in a news release](#). “Families have been torn apart and individuals have lost their lives.”

The groups, while stating their support for Myanmar from an economic standpoint, called on the country's leadership “to take all necessary steps, with the support of international agencies, to bring the crisis to an end and ensure refugees can safely and voluntarily return to their homes and lives.”

The statements likely will carry significant weight with the country's government, due to the size of the its textile and garment industry. [According to the industry publication Just-Style](#), Myanmar's garment exports are expected to top \$3 billion in value this year, representing the country's third-largest export.



29 Décembre 2017

Special announcement...

- Minimum Wage Increased to 4,800 kyats per day -



**National Tripartite Committee on the Minimum Wage today announced the minimum wage rate is to be increased to 4,800 kyats/day.**

Next week SMART Myanmar will post a longer note on this topic on the project website, [www.smartmyanmar.org](http://www.smartmyanmar.org), but for now the brief details are:

- 4,800 kyats/day will be the new minimum wage rate. This is an increase of 33% on the current minimum wage rate. There is now a 60 day

period for public comment before it takes effect. As such, workers in factories must be paid the new minimum effective from the beginning of March.

- This increase is on the lower end of the range anticipated by industry analysts and observers. It is much lower than the 55% increase advocated by several unions. Nevertheless, factory owners consider a 33% increase difficult to bear. Myanmar law requires 200% wage rates for overtime hours, which is a higher percentage than any other country in Southeast Asia.
- SMART Myanmar will be updating the contents in our SMART phone app '[Shwe Job](#)' in late February to reflect these changes. For those not yet familiar with it, [Shwe Job](#) is a Myanmar language educational app to teach factory workers and managers about occupational safety & health and information on Myanmar's labour laws. It has been installed by 6,000 users since its launch in May. An English version of [Shwe Job](#), funded by the C&A Foundation, is also now available in the Google Play Store for the Android operating system.



## Myanmar to host Gar-Tex expo in March 2018

**22** Dec '17



The second largest [country](#) in South East Asia, Myanmar, is set to host the Myanmar Gar-Tex 2018 expo, the second international exhibition and conference on [textile](#) and garment industry for Myanmar, from March 28 to 30, 2018 at Rose Garden hotel in Yangon, Myanmar. The show will provide new business cooperation, networking, and potential market entry.

Minh Vi Exhibition and Advertisement Services Co., Ltd (VEAS), with the support of Myanmar Ministry of Industry, Vietnam Textile & Apparel Association and Myanmar Garment Manufacturers Association, Myanmar Textile Manufacturers Association, Textile Engineer Association and Smart Myanmar, will organise the garment and textile exhibition.

It is expected to welcome more than 80 exhibitors worldwide and approximately 3,500 [trade](#) visitors. It will also serve as an ideal platform for international brands to enter the Myanmar textile and garment industry market, provide businesses and trade development opportunities for enterprise participating in the exhibition, creating a platform that brings domestic and international enterprises in the textile and garment related industries together for business cooperation, exchanging information, as well as catching up the new and advanced technology and products from around the world such as Germany, Italy, Switzerland, Korea, Malaysia, Vietnam, Thailand, China, Taiwan, Indonesia, Japan, India, Pakistan, and

Myanmar.

Myanmar Gar-Tex Expo 2018 will be a great chance for local and international enterprises to set up business network among decision makers and professionals in the industry. The show also includes attractive seminars about the growth of the industry, the government support policy for international investors or special import and export policy on textile and garment industry, the current situation and future opportunity of textile and garment sector as well as how to start a business in Myanmar by invited keynote speakers from the countries. (GK)

## No word yet on GSP renewal by US

*Published in Dawn, December 27th, 2017*

ISLAMABAD: In a potential test case of how economic relations with the United States will fare for Pakistan following the exchange of angry words recently between the two governments, the Generalised System of Preferences (GSP) scheme (allowing duty free access for Pakistani goods) will expire on Dec 31 and needs reauthorisation to continue.

A senior official in the Ministry of Commerce told Dawn that Pakistan has not received any word so far regarding the reauthorisation of the said scheme.

“We are in contact with trade officials of US government over the extension of the scheme,” the official added.

Impact on trade volume to be limited due to small participation

But the chances for regaining the US GSP status seem low owing to some new regulations that the United States Trade Representative (USTR) introduced in October. Also, the political decision – whether the US Congress will further approve reauthorisation of the scheme – is another important area to be considered in the next couple of months.

### ADVERTISEMENT

On Oct 25, USTR announced to implement the 15 eligibility criteria of the GSP established by the US Congress. Most of these include respecting arbitral awards in favour of US citizens or corporations, combating child labour, respecting internationally recognised worker rights, providing adequate and effective intellectual property protection, and providing the United States with equitable and reasonable market access.

According to the official, the USTR will review the compliance of the eligibility criteria by 120 beneficiary developing countries and territories.

“We are mostly compliant in all these areas,” the official said.

However, it is not clear whether the eligibility criteria will be reviewed before reauthorisation of the scheme or it will be done afterwards.

The beneficiary 120 countries have also established a GSP alliance in Washington, according to the official. This alliance is also in contact with Washington, he added.



In 2015, when the GSP scheme was revived with retrospective status, it was estimated to get maximum utilisation of available concessions. However, data shows the utilisation of the scheme is very limited over the past years.

Official data available show that in the FY16 Pakistan's GSP exports stood at \$247 million, up from \$180.5m in the previous year.

The official said the utilisation is improving and it will further improve following the depreciation of Pakistani currency.

Maximum products exported under this scheme are jewellery, polyethylene terephthalate in primary forms, glucose and glucose syrup; national flags and other made-up articles of textile materials; mixtures of spices; electric table, desk, bedside or floor-standing lamps.

Pakistan's major exports, textiles and apparel, footwear, handbags, luggage and leather products are not eligible for the GSP scheme, being a Non-Least Developed Country.

Non-GSP exports to USA stood at \$3.4 billion in the year 2016-17. GSP-based exports account for 5 per cent of Pakistan's total exports to the USA, which clearly reflects lesser utilisation of the preferential facility.

The revival of GSP programme was a fresh opportunity for Pakistani exporters to explore the US market more deeply and to reverse the diversion of exports to Asia and Europe.

The commerce ministry and its implementing arm Trade Development Authority of Pakistan have to market the facility for non-textile products. One of the main problems is lack of awareness of exporters to avail the facility especially in Balochistan and Khyber Pakhtunkhwa.

Many Pakistani goods are eligible for GSP duty-free including most manufactured items, inputs used in manufacturing, carpets, certain agricultural products, various chemicals, minerals and marble.

Earlier, the US Congress had suspended the facility for Pakistan after the expiry of the programme on July 31, 2013. However, the GSP facility was renewed through Dec 31, 2017 effective retrospectively between Aug 1, 2013 and July 28, 2015.

## Textile exports: value-addition leads growth

- DEC 26TH, 2017

Textile exports for the 5MFY18 have shown a moderate increase of 8 percent on a year-on-year basis to clock in at \$5.51 billion. According to the Pakistan Bureau of Statistics (PBS) numbers released last week, textile exports for Nov-17 increased by 7 percent as compared to the corresponding period last year.

The growth was led by value added segments, which managed to counteract the effect of dampening cotton yarn and cotton cloth exports. Taking a closer look at the PBS statistics reveals decent growth in double digits for knitwear exports, which increased by 18 percent while readymade garments and bed-wear posted a 14 percent and 12 percent growth respectively, on a year-on-year basis.

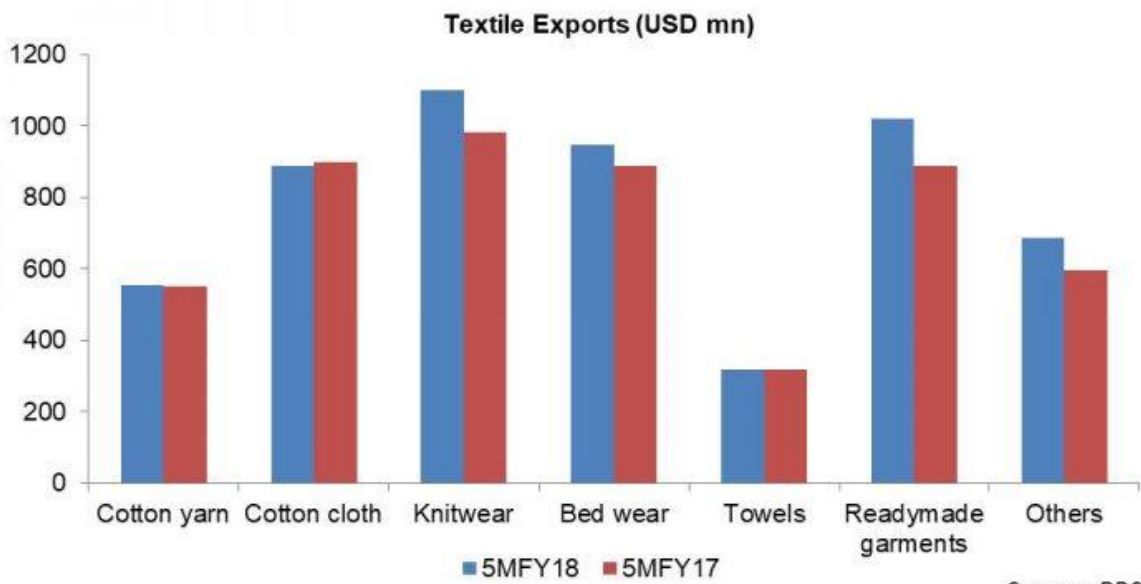
| Textile Exports    |             |             |            |
|--------------------|-------------|-------------|------------|
| USD (Mn)           | 5MFY18      | 5MFY17      | YoY        |
| Cotton yarn        | 553         | 550         | 1%         |
| Cotton cloth       | 888         | 898         | -1%        |
| Knitwear           | 1099        | 980         | 12%        |
| Bed wear           | 948         | 888         | 7%         |
| Towels             | 317         | 318         | 0%         |
| Readymade garments | 1019        | 888         | 15%        |
| Others             | 687         | 595         | 15%        |
| <b>Total</b>       | <b>5511</b> | <b>5117</b> | <b>83%</b> |

*Source: PBS*

On the other hand, cotton yarn and cotton cloth continued their lacklustre performance to post negative growth of 8 percent and 7 percent respectively, on a month-on-month basis. As this column has analysed over the past months, the scope of these products is diminishing at a rapid pace in the global markets.

Even when it comes to value added segments such as ready-made garments, global trends are shifting towards synthetic fibres, whereas the share of cotton made products has been on a steady decline. Therefore, both the private sector as well as the government needs to focus their policies towards enhancing value addition and abandon the predominant share of cotton in

manufacturing.



Source: PBS

#### ADVERTISEMENT

However, as things stand currently, players in the value added segments especially ready-made garments have complained to BR Research of the many hurdles they face in remaining competitive in rapidly transforming global markets.

Countries such as Vietnam and Bangladesh have focused on shifting their product mix in line with evolving textile consumer preferences, which have allowed them to increase their market share whereas Pakistan's textile sector is struggling to cope up. The imposition of anti-dumping and regulatory duties on raw materials used by the industry has resulted in increased cost of production for garment exporters. Given that the sector is one of the leading earners of foreign exchange for the economy, policies should be drafted for relief to garment manufacturers and exporters.



## US GSP: Govt. says no significant impact

2017-12-29 19:29:26



The discontinuing of the GSP programme by the US from next year to 120 countries including Sri Lanka would not make a significant impact on the exports to the US, the Government said today.

National Policies and Economic Affairs Deputy Minister Dr. Harsha De Silva said people seemed to be confused with the US GSP and Generalised Scheme of Preferences (GSP) Plus given by the European Union (EU).

"The US GSP applies to 120 countries and there is nothing special or significant to Sri Lanka. Once it was removed, the cost of exports will rise only by about 3% in tariff.

Sri Lanka's total exports to the US was USD 2.8 billion in 2016. Only USD 173 million exports, which amounted to 6.2% of the total, received the GSP.

The number of textile exports was only 1% which amounted to USD 27 million. Any person can realise that this has no significant impact on our exports to the US," he told a news briefing.

He said rubber based products, which were exported to the US enjoyed the GSP benefits largely.

"However, USD 173 million worth of exports which received GSP benefit is not a big amount of our total exports of about USD 11,000 million. This will make a negligible impact," he said.

He said the EU GSP plus was more important than US GSP as only nine countries including Sri Lanka harvest the benefits of the GSP plus when exporting goods to 28 European countries.

"The GSP plus tariff concessions span from 10-20% which is a considerable reduction in tariff. Our exports to the EU stand at USD 3.1 billion in 2016 and over USD 2 billion worth of exports were textiles. We are able to and continue to benefit from the GSP plus. Due to GSP plus, 47% of our fish exports had increased recently. Therefore it is very vital," Dr. De Silva said.

He said that all 120 countries which received the GSP will have to pay 3% increase in tariff from next year.

"This is not significant as the 10-20% tariff reduction we receive from the GSP plus," he reiterated.

The deputy minister refused reports which say the concession was not renewed because of the UN vote over Jerusalem, in which President Donald Trump's decision to recognise Jerusalem as Israel's capital was defied.

"The GSP has been removed for all 120 countries including the countries which abstained the UN vote and even those who voted alongside the US. The reports are unfounded," he said.

He also said there was no need to go for State-level discussions with the US over GSP as its a policy based decision of that country. (Lahiru Pothmulla)

# H & M s'écroule en Bourse après l'un de ses pires trimestres de la décennie

PIERRE DEMOUX Le 15/12



La fréquentation des boutiques H & M a reculé au dernier trimestre, affectant ses ventes. - SIPA

## Le géant suédois de l'habillement est confronté à la baisse de la fréquentation de ses magasins. Son rival Zara ralentit aussi.

H & M a connu vendredi l'une des pires journées en Bourse avec un plongeon de 13,5 %. En cause : la baisse inattendue des ventes du géant suédois de l'habillement au dernier trimestre. Celles-ci ont reculé de 4 %, à 50,4 milliards de couronnes (5,07 milliards d'euros), alors que la plupart des analystes s'attendaient à... une hausse de 2 %. Un recul d'autant plus marquant que H & M n'a connu que trois trimestres de contre-performance au cours des dix dernières années, selon les données de Bloomberg.

### Le cours de Bourse de H & M sur un an

Le titre H & M s'est effondré de 15 % depuis l'ouverture de la séance, ce vendredi. – Bloomberg

« *Le trimestre a été faible pour les magasins physiques de la marque H & M, affectés défavorablement par une situation de marché qui reste difficile* », a expliqué le groupe. « *En outre, il y a eu des déséquilibres ponctuels dans la composition des assortiments* », ajoute le héraut de la fast-fashion, qui avait déjà vu, au trimestre précédent, son chiffre d'affaires pénalisé par un autre facteur : les promotions estivales, qui ont été particulièrement élevées cette année afin de liquider ses stocks.

## **Une stratégie remise en question**

H & M subit le contrecoup des difficultés des grands centres commerciaux américains (les « malls »), qui affectent particulièrement les enseignes de mode. Ce qui laisse planer un doute sur sa stratégie d'ouvrir toujours plus de nouvelles boutiques - méthode qui en a fait l'un des plus gros vendeurs textiles de la planète. Le groupe de Stockholm, qui compte près de 4.800 magasins dans le monde, a déjà engagé un virage vers l'e-commerce, où des nouveaux acteurs mordent de plus en plus sur son territoire (Amazon, Zalando, Asos...). Il a ainsi annoncé vendredi une accélération de sa transformation numérique : il va fermer certaines boutiques, ralentir l'ouverture de nouveaux points de vente physiques et il a signé un partenariat avec le géant de l'e-commerce chinois Alibaba pour vendre ses produits sur sa plateforme en ligne Tmall à partir du printemps.

## **Inditex moins affecté**

Le suédois, qui détaillera sa stratégie le 14 février, a indiqué que ses ventes sur Internet, elles, se portaient bien - sans donner de chiffres. Mais plusieurs analystes doutent de sa capacité à résister à la concurrence sur le créneau de la fast-fashion qu'il a pourtant contribué à bâtir. « *La supply chain de H & M manque de réactivité, ce qui est l'un de ses problèmes structurels face aux changements rapides dans la mode* », estime Cédric Rossi, chez Bryan Garnier.

- **Comment le fondateur de Zara est devenu l'un des hommes les plus riches du monde**

En plus des enseignes en ligne, la montée en puissance d'un Primark, avec ses prix cassés, a mis un coup à H & M, mais aussi à son grand rival, l'espagnol Inditex. Le propriétaire de Zara, Massimo Dutti, Bershka ou encore Oysho a également subi un ralentissement à l'automne : s'il n'a pas publié les résultats de son troisième trimestre, son bénéfice net sur les neuf premiers mois de l'année (annoncé mercredi) s'affiche en hausse de 6 %, quand il se montait à 9 % sur le seul premier semestre. Toutefois, Inditex connaît un rebond de 13 % depuis le début du quatrième trimestre et semble cueillir les fruits d'une politique plus agressive sur Internet que celle de H & M ou Fast Retailing (Uniqlo). Le groupe fondé par le milliardaire Amancio Ortega a aussi poussé plus loin le modèle de la fast-fashion, avec un réseau d'usines surtout en Europe et une logistique qui lui permettent de suivre plus rapidement les évolutions des tendances de la mode.

Pierre Demoux

## Le textile tunisien peut créer 100.000 emplois pour peu...

📅 26 Déc 2017 | 12:16 📖 A LA UNE, ECONOMIE, Tunisie

**Le textile tunisien peut créer 100.000 emplois pour peu que la diplomatie économique l'aide à retrouver sa place de 5e fournisseur de l'Union européenne (UE).**

Par Khémaies Krimi

C'est ce qu'a déclaré Hosni Boufaden, nouveau président de la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH), jeudi 21 décembre 2017, à Tunis, lors d'une conférence de presse à l'issue du congrès électif de la FTTH, tenu quatre jours plus tôt, en précisant que la Tunisie, actuellement 9e fournisseur de l'UE, a perdu son ancien positionnement par l'effet d'une concurrence déloyale que lui livre les pays asiatiques avec la complicité des Européens. Sa part dans le total des importations d'habillement de l'UE est passée de 16,8% en 2012 à 13,5% en 2016. Et ce taux risque de continuer de baisser, si on ne fait rien pour redresser la situation du secteur.

Chaque place reconquise ou reprise sur le marché européen équivaut à la création, en Tunisie, par les industriels du secteur textile, de quelque 40.000 emplois, a encore expliqué M. Boufaden. En d'autres termes, si ces derniers parviennent à récupérer leur 5e place, ils seraient en mesure de créer 160.000 emplois.

Plans sur la comète ? Peut-être. Mais on peut y arriver, pour peu que la diplomatie économique tunisienne (ministères des Affaires étrangères et du Commerce, organisation patronale, etc.) mette la pression sur l'UE pour qu'elle traite tous ses fournisseurs étrangers sur un pied d'égalité.

### La concurrence déloyale des Asiatiques

Pour comprendre cette affaire de concurrence déloyale, rappelons que la plupart des concurrents directs de la Tunisie bénéficient de régimes douaniers plus avantageux avec l'UE. C'est notamment le cas du Bangladesh et du Cambodge... qui sont maintenant devant la Tunisie comme fournisseurs de l'Europe grâce à un régime nommé «*Tout Sauf les Armes*» leur permettant d'exporter à droits nuls vers l'UE les vêtements qu'ils fabriquent, quelle que soit l'origine des tissus utilisés.

A l'inverse, et pour bénéficier des droits nuls, la Tunisie est tenue d'utiliser des tissus de l'espace euro-méditerranéen, en moyenne deux fois plus chers. Conséquence: elle n'est plus aussi compétitive que ses concurrents. C'est ce qui explique sa tendance à perdre des niches sur son principal marché.

Interpellé sur cette question, Patrice Bergamini, ambassadeur de l'UE à Tunis, a fait état de la disposition de l'UE à étudier le dossier et à y remédier.

La question a été évoquée, également, lors de la 13e session du conseil d'association entre l'UE et la Tunisie, tenue, le 11 mai 2017, à Bruxelles, sous la co-présidence du ministre des Affaires étrangères de Malte, George Vella, son homologue tunisien Khémaies Jhinaoui, et Johannes Hahn, commissaire européen chargé de la Politique européenne de voisinage et des Négociations d'élargissement.

# Avec la chute du dinar, la Tunisie est devenue plus concurrentielle que la Chine, affirme le ministre de l'Industrie

Publication: 21/12/2017



En marge de la Journée du Textile organisée par le Groupement Professionnel Confection et Habillement de la [CONNECT](#), le ministre de l'Industrie et des PME, [Slim Feriani](#), a déclaré que suite à la [chute du dinar tunisien](#), la Tunisie est devenue plus concurrentielle que la Chine, ainsi que plusieurs autres pays concurrents.

"Il y a des indicateurs positifs, et nous travaillons à les maintenir et les renforcer" a-t-il déclaré.

Feriani a par ailleurs souligné l'importance du [secteur du textile-habillement](#) qui compte aujourd'hui environ 1600 entreprises, offrant près de 160 mille emplois. Il a également déclaré que 22 décisions stratégiques ont été prises en faveur dudit secteur. "Ces mesures visent à améliorer la consolidation des entreprises dans le secteur, assurer leur pérennité et promouvoir les investissements nationaux et internationaux ainsi que les exportations vers de nouveaux marchés", a-t-il précisé.

De son côté, Tarek Chérif, président de la [Confédération des entreprises citoyennes de Tunisie \(CONNECT\)](#), a recommandé d'attirer les investissements chinois dans le secteur du textile-habillement, d'autant plus que la Chine offre, aujourd'hui, 85 mille emplois dans le domaine du textile et de la confection dans plusieurs pays, tels que l'Ethiopie et le Maroc.



Il est à noter que le [secteur du textile-habillement](#) se heurte, depuis 2010, à des contraintes financières, commerciales et de formation. Le nombre d'entreprises opérant dans le secteur est passé de 2020 entreprises avant 2011 à 1590 actuellement, lesquelles emploient 160 mille personnes, représentant 34% des emplois dans l'industrie manufacturière.

L'économie tunisienne enregistre, depuis l'année 2011, une décélération de son industrie, voire même une désindustrialisation du pays qui s'accroît de plus en plus notamment dans des secteurs stratégiques, à l'instar du textile.

Pour les seuls 10 mois de l'année 2017, la Tunisie a perdu 113 sites industriels et plus de mille emplois.

Le ministre de l'Industrie et des PME, Slim Feriani, est d'ailleurs revenu sur la situation du secteur de l'industrie en Tunisie, lors d'une interview accordée au *HuffPost Tunisie*, à l'occasion des Journées de l'Entreprise 2017.



PAR NADIA DEJOU

PUBLIE LE 21/12/2017

## COM-TEXHA : passer de la sous-traitance/co-traitance au produit fini



**Dans le cadre du projet d'appui à la compétitivité de la chaîne de valeur du secteur textile et habillement (Com-Texha), une cérémonie de clôture de la phase I a été organisée aujourd'hui par le Centre de commerce international en collaboration avec l'Ambassade de Suisse à Tunis.**

Faouzi Ben Abderrahman, ministre de la Formation professionnelle et de l'Emploi a souligné que le secteur textile n'a pas d'autres choix que d'aller plus de valeur ajoutée. « *Le marché international est ouvert et il y a une place à prendre et non pas à travers la sous-traitance mais dans la co-traitance. Ce genre de programme bénéficiera au textile tunisien et à l'industrie tunisienne* », a-t-il ajouté.

M. Ben Abderrahman n'a pas manqué de préciser que les enjeux pour ce secteur stratégique consistent à s'orienter vers le marché à forte valeur ajoutée à travers la formation des professionnels et l'adaptation avec les besoins des entreprises du secteur.

Deux centres de formation, l'un à Tunis et l'autre à Monastir assureront, dans une première phase, des formations au profit de deux groupes d'une quarantaine de jeunes qui seront formés pour être chefs de produits.

Le Projet d'appui à la compétitivité de la chaîne de valeur du secteur textile et habillement (Com-Texa) permettra de booster l'économie nationale et créera de l'emploi. Omar Behi, ministre du Commerce a souligné que le projet Com-Texha permet de développer le secteur à travers plusieurs mécanismes pour mieux aider les entreprises à créer une plus forte valeur ajoutée et gagner en compétitivité.

Nacer Bouyahia, responsable national de projets du Centre du Commerce International a affirmé qu'il est temps de penser à d'autres alternatives, en soulignant que le modèle classique du secteur textile basé sur la sous-traitance n'est plus d'actualité. Il déclare: "Pour les Tunisiens, ils doivent monter en puissance et créer de la valeur ajoutée. Pour cela, on a tous les ingrédients de réussite, le savoir-faire nécessaire et des institutions d'appui. Il faut penser filière et non secteur ». Et de poursuivre : "Aujourd'hui les Tunisiens ne peuvent plus concurrencer les pays asiatiques, ils ne sont plus compétitifs avec le textile de masse".

Ashish Shah, directeur de la Division des programmes pays au Centre du Commerce international ITC à Genève a recommandé de passer de la sous-traitance à la co-traitance. Il ajoute: "Il faut travailler sur la chaîne de valeur pour améliorer la compétitivité globales des entreprises et trouver des marchés nouveaux comme la Suède, le Danemark, les pays nordiques ».

Rita Adams, Ambassadeur de la Suisse en Tunisie a également fait savoir que la coopération suisse est là pour appuyer la transition économique pour les prochaines années. Selon elle, le projet vise à ouvrir de nouveaux marchés pour le textile tunisien pour une montée en gamme. Elle conclut : "Le savoir-faire est certain. Il y a un grand potentiel à exploiter ».

# Tunisie : la nouvelle Fédération du textile affiche ses objectifs

22 décembre 2017 à 16h17

Par [Frida Dahmani](#) - à Tunis



Lors du lancement de la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH), en mai 2017. © DR / FTTH

La Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH), créée en mai 2017 après une brouille au sein de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica), fixe ses objectifs : améliorer la compétitivité, promouvoir la « coresponsabilité » avec les syndicats de travailleurs et redorer une image ternie.

Après avoir tenu son congrès national et désigné ses représentants, le 17 décembre, [la Fédération du textile et de l'habillement \(FTTH\)](#) a dévoilé sa feuille de route. Cette organisation est née en mai 2017 d'une scission des industriels du textile de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (Utica), principale organisation du patronat tunisien.

Sans couper les canaux de discussions avec le syndicat patronal, les dirigeants du secteur textile jugeaient que les majorations salariales accordées aux travailleurs par l'Utica étaient trop importantes. Les fondateurs de la FTTH affirment également avoir rencontré des difficultés à faire entendre les intérêts particuliers des industriels du textile au sein de cette organisation généraliste.

Dans ses statuts, la FTTH s'est donc doté d'une structure différente de celle de l'Utica, qui prend en compte les régions, avec l'instauration de 9 conseils régionaux, ainsi que les petites

entreprises et les services annexes à l'industrie textile, tout en assurant veiller à l'équilibre des représentativités des différentes filières, telles que la filature ou le tissage.

« Cela permettra de faire émerger de nouvelles figures, un nouveau langage pour une autre dynamique dans le secteur », affirme Nafaa Ennaifer, directeur général de TFCE Group et vice-président de la FTTH.

### **Plus de 500 membres, représentant 45 000 emplois**

Nafaa Ennaifer revendique plus de 500 membres, « réunis autour de valeurs communes » et représentant « 45 000 emplois ». La FTTH s'est dotée d'une charte qui impose notamment la transparence de ses activités.

L'option affichée est celle d'un repositionnement en termes de marchés et de produits, associé à une stratégie nationale pour la relance de la productivité et un suivi des 23 mesures de soutien au textile annoncées par le gouvernement en juin 2017.

La FTTH se veut également un acteur social et voudrait établir un principe de « coresponsabilité » avec la centrale ouvrière de l'UGTT pour assurer la pérennité des entreprises.

Son troisième cheval de bataille est de reconstruire l'image du secteur textile, affecté par les turbulences depuis la révolution de 2011. La FTTH plaide pour un secteur plus compétitif, avec un vrai savoir-faire, où les entreprises sont « dynamiques et citoyennes » à même de fixer le cap à d'autres industries.

La mise en place de cette nouvelle Fédération se fait dans un contexte de rebond pour la filière, grâce à une compétitivité accrue et la volonté européenne de rééquilibrer les échanges avec la Chine et la Turquie.

Le textile est le second poste d'exportation de la Tunisie, après les industries mécaniques et électriques, participant à plus de 20 % du PIB tunisien avec 1 600 entreprises, 160 000 emplois et 2,2 milliards d'euros de chiffre d'affaire à l'export, dont 96 % est destiné à l'Europe. Des chiffres qui disent l'importance stratégique du textile dans l'économie tunisienne.

# Tunisie : Les investissements industriels à 100% étrangers ont baissé de 59% entre janvier à novembre 2017



Attirer les investissements chinois vers le textile, proposent des opérateurs économiques tunisiens.

« Cette baisse résulte de la diminution enregistrée au niveau des projets 100% étrangers dont les investissements sont passés de 492 millions de dinars à 202,7 millions durant les onze premiers mois 2017 (-58,8%) », explique [l'Agence tunisienne de promotion de l'industrie et de l'innovation](#).

Selon [l'Agence tunisienne de promotion de l'industrie et de l'innovation](#) (APII), citée par le journal électronique [African Manager](#), les investissements industriels à 100% étrangers et en partenariat ont enregistré une baisse de 26,2% pendant les onze premiers mois de 2017 par rapport à la même période de l'année 2016. Ils ont reculé en un an de 888,2 millions de dinars à seulement 655,3 millions en 2017.

« Cette baisse résulte de la diminution enregistrée au niveau des projets 100% étrangers dont les investissements sont passés de 492 millions de dinars à 202,7 millions durant les onze premiers mois 2017 (-58,8%) », explique [l'agence](#).

Parrailleurs, le ministre tunisien de l'Industrie, Slim Feriani, a estimé que suite à la chute du cours de sa monnaie, la Tunisie est devenue plus concurrentielle que la Chine, ainsi que plusieurs autres pays. Optimiste, il a souligné, dans une déclaration rapportée par le [Huffpost Tunisie](#), « qu'il y a des indicateurs positifs » et que le gouvernement travaille pour « les maintenir et les renforcer ».

Selon Slim Feriani, il existe un secteur stratégique et important sur lequel il faut se focaliser : le textile-habillement. Un secteur qui, en Tunisie, a-t-il rappelé, compte environ 1.600 entreprises offrant près de 160.000 emplois.

Pour rappel, 22 décisions ont été prise en faveur de ce secteur. Ces mesures, a expliqué Slim Feriani, visent à « améliorer la consolidation des entreprises dans le secteur ».

Tarek Chérif, président de la Confédération des entreprises citoyennes de Tunisie (CNECT), a recommandé, selon le [HuffPost Tunisie](#), « d'attirer les investissements chinois dans le secteur du textile-habillement, d'autant plus que la Chine offre, aujourd'hui, 85.000 emplois dans le textile et la confection dans plusieurs pays, tels que l'Ethiopie et le Maroc ».

## Tunisie : Le Textile prend son destin en main et règle quelques comptes

par African Manager - 13/12/2017 16:52



Le premier congrès électoral de la Fédération tunisienne du Textile et de l'Habillement (TH) sera organisé le 17 décembre 2017, à Monastir, a indiqué, dans un entretien accordé à l'agence TAP, le directeur général de la fédération, Néjib Karafi. Et de préciser que ce congrès débouchera sur un conseil national composé de 38 industriels qui sélectionnera son bureau exécutif de 11 membres. Cette manifestation à laquelle participeront environ 500 entreprises industrielles opérant dans le secteur du TH donnera lieu à la création d'une nouvelle fédération professionnelle indépendante de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) et qui sera *"le représentant légal des industriels du textile et de l'habillement en Tunisie"*, a-t-il affirmé.

L'accent sera mis sur la généralisation de la représentativité dans le conseil national par la présence de différentes tailles d'entreprises industrielles (de 10 travailleurs à plus de trois mille travailleurs) et de l'ensemble des régions du pays, ainsi que toutes les branches du secteur (fil, tissus, vêtements, accessoires, finition et le produit final ...). Il a, en outre, rappelé que le congrès constitutionnel de la Fédération tunisienne de TH s'est tenu, le 4 mai 2017, à Sousse, en présence d'environ 400 sociétés industrielles du secteur. Par ailleurs, il a fait remarquer que la relation entre la fédération et l'UTICA se poursuit et qu'elle repose sur le partenariat.



Et de mettre l'accent sur la nécessité pour l'UTICA de reconnaître le poids du secteur dans le tissu économique national, regrettant ce qu'il a considéré comme "*un conflit d'intérêts*" entre les industriels et les commerçants dans le domaine du TH au sein de la Centrale patronale.

Et d'expliquer que "*les commerçants préfèrent annuler les taxes douanières et libéraliser le secteur entier ainsi que l'importation, alors que les industriels s'attachent aux valeurs de transparence et de l'égalité, tout en acceptant l'ouverture, à condition d'appliquer la loi*".

Karafi, qui a occupé le poste de secrétaire d'Etat au ministère du développement régional et local dans le gouvernement de Béji Caid Essebsi en 2011 (après la révolution), a insisté sur la nécessité de lutter contre les déclarations douanières erronées, de protéger le marché local du phénomène de *dumping*, à l'instar des produits turcs qui ont envahi le marché tunisien dans le secteur TH, précisant que la Turquie accorde une subvention de 10% à ses exportateurs et oeuvre à consolider les transports maritime et aérien, en plus de la fraude dans les certificats d'origine.

Concernant l'éventuelle création d'une feuille de route après le congrès du 17 décembre 2017, l'interlocuteur a révélé l'existence d'une stratégie basée sur un plan d'action sur les moyen et long termes, considérant qu'il est impératif de mettre en place un plan de sauvetage du secteur dans les meilleurs délais, indiquant que la dernière stratégie de développement du secteur du TH remonte aux années 90.

Le secteur se compose, actuellement, d'environ 1600 entreprises industrielles résidentes et non résidentes qui fournissent 170 mille postes d'emploi. Il comptait 2000 entreprises avant la révolution.

Les plus importantes problématiques du secteur sont les augmentations salariales de 6% à partir du premier mai 2016 et la hausse de l'endettement du secteur envers les caisses sociales et le fisc, puisque 60% des entreprises du secteur sont endettées auprès de ces derniers.

Karafi a salué, dans ce cadre, le patriotisme de l'UGTT qui a accepté de reporter l'application de la décision signée et relative aux augmentations salariales du premier mai 2017 au premier janvier 2018.

Il a également annoncé qu'il a été convenu d'entamer de nouvelles négociations pour les augmentations salariales à partir du premier janvier 2019.

TAP



## Déficit commercial: Limiter les importations de la Turquie et après ?

📅 15 Déc 2017 | 10:07 📖 A LA UNE, ECONOMIE, Tunisie

*Pour limiter son abyssal déficit commercial, la Tunisie a pris des mesures pour limiter ses importations de la Turquie. Va-t-elle faire de même avec la Chine et l'Union européenne ?*

Par Khémaies Krimi

L'événement : au grand dam des dirigeants du parti islamiste Ennahdha, alliés idéologiques du sultan turc Recep Tayyip Erdogan, l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) vient d'adopter, dans le cadre de la Loi de Finances 2018, un article taxant fortement les importations en provenance de Turquie.

L'article 36 prévoit, effectivement, une taxe douanière de 90% sur tous les produits importés de ce pays. Il entrera en vigueur dès le 1er janvier 2018. Cette taxation sera applicable pendant deux années, pour ensuite être progressivement revue à la baisse.

Courageux comme à leur habitude, les députés d'Ennahdha n'ont pas participé au vote de l'article, estimant sans doute qu'il touche aux intérêts de leurs alliés turcs et craignant des sanctions.

De leur côté, les députés de Nidaa, jubilent et crient sur les toits que c'est grâce à eux que l'article a été introduit dans la Loi de Finances 2018. La belle affaire ! La défense des intérêts du pays est-elle devenue une prouesse, en ces temps de trahison tout azimut ? Dans les médias, leurs ténors s'emploient, à gorge déployée, à ériger cet article en exploit et à en tirer des gains politiques.

### La Tunisie actionne, enfin, la clause de sauvegarde

Pourtant, dans les faits, cet article peut être perçu comme une simple clause de sauvegarde prévue dans tous les accords de libre échange. En plus clair encore, il s'agit d'une simple procédure à laquelle peut recourir tout pays signataire d'une convention de libre échange chaque fois qu'il constate une asymétrie des échanges à ses dépens.

Ainsi, l'article 36 de la Loi de Finances 2018 renvoie ainsi à l'article XIX du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT, en français : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, AGETAC),

Effectivement, le GATT donne la possibilité à tout pays membre de restreindre temporairement (200 jours) les importations d'un produit pour protéger son marché ou une branche de production nationale donnée contre un accroissement des importations d'un produit qui cause ou menace de causer un dommage grave à ladite branche de production.

Et c'est le cas avec les échanges de la Tunisie avec la Turquie, qui avaient fait l'objet d'une convention conclue en 2005 entre les deux pays et entrée en vigueur en 2013.

En vertu de cette convention, la Turquie a carrément inondé le marché tunisien de tous produits grâce à un coup de pouce de leurs alliés nahdhaouis, lorsque ces derniers dominaient la coalition gouvernementale de janvier 2012 à janvier 2014 et jusqu'à ce jour, à la faveur de leur alliance avec Nidaa Tounes, le parti vainqueur des élections de 2014.

.../...

Cette dissymétrie a été telle qu'elle a commencé à menacer sérieusement la pérennité de l'industrie tunisienne particulièrement des filières du textile habillement et chaussure. En 2016, l'ambassadeur turc en Tunisie a estimé les exportations turques vers la Tunisie à 760 millions de dollars et celles de la Tunisie vers la Turquie à seulement 260 millions de dollars.

## **La suspension des importations doit concerner d'autres pays**

Pour citer un chiffre récent fourni, le 11 décembre 2017, par l'Institut national de la statistique (INS), le déficit commercial tunisien avec la Turquie a atteint, au cours des 7 premiers mois de l'exercice 2017, 1.014 millions de dinars tunisiens (MDT).

Néanmoins, toujours selon les statistiques de l'INS pour les 7 premiers mois de cette année, le déficit commercial de la Tunisie avec Turquie vient, seulement, au 3e rang après les déficits commerciaux de notre pays avec la Chine 2.378,5 MDT et l'Italie (1.156 MDT).

La question qui se pose dès lors est de se demander pourquoi le gouvernement n'a pas recouru à ce fameux article XIX du GATT pour suspendre provisoirement les importations en provenance de l'Italie et, surtout, de la Chine.

La question mérité d'être posée d'autant plus que, selon l'agence russe Sputnik, un pays comme l'Italie, se sentant menacée par une éventuelle suspension de ses exportations vers la Tunisie conformément à l'article XIX du GATT, aurait pesé de tout son poids pour classer la Tunisie «paradis fiscal», une manière de faire pression sur la Tunisie et de la dissuader de recourir à une telle procédure.

## **Le «sale» coup du classement comme «paradis fiscal»**

D'ailleurs, les 28 pays de l'Union européenne (UE) qui ont commis la faute – et c'est bien une faute – de classer la Tunisie «paradis fiscal», même si ce classement était justifié pour la période de transition, sont eux-mêmes concernés.

C'est ce qui explique leur acharnement, ces derniers jours, sur la Tunisie qui, sous la dictature de Ben Ali, avait commis une grave erreur en concluant, unilatéralement et sans aucune concertation avec aucune composante de la société civile (Utica, UGTT, UTAP...), un accord de libre échange des produits manufacturés avec ce groupement régional alors que le pays ne disposait que de bons produits de terroir séculaires exportables (huile d'olive, agrumes, dattes, fruits de mer...). Notre industrie a payé le lourd prix de cet accord signé à la hâte et sans aucune étude préalable, Ben Ali cherchant à faire taire ses partenaires européens sur ses abus en matière de droits de l'homme.

Il faut reconnaître que nous avons raté l'euphorie révolutionnaire du 14 janvier 2011 et l'argumentaire de changement politique pour remettre en cause tous ces accords de libre échange conclus à la hâte, sous pression ou pour des considérations politiques.

Nous sommes, désormais, avertis, les Tunisiens ne doivent pas oublier ce classement excessif dans la liste des paradis fiscaux en prévision des négociations sur l'Accord de libre échange complet et approfondi (Aleca), avec la même UE. A bon entendeur...

## La Turquie relève le salaire minimum de 14 % en 2018

Publié par Ümit Dönmez le 29 décembre 2017. Publié dans Économie



Le salaire net minimum s'élèvera à 1 603 TL (423 dollars, 352 euros) par mois.

Le ministère turc du Travail a annoncé vendredi que le salaire minimum augmenterait de 14,2% au nouvel an, soit un peu plus de 1 600 livres turques par mois (423 dollars, 352 euros).

Sur la base de la devise américaine, la progression du salaire minimal est de 6.5%, en un an, tandis que sur une base en euros, le salaire minimal régresse de 8 %. Cela s'explique surtout par le gain de valeur de la monnaie européenne sur les devises américaine et turque.

La ministre du travail Jülide Sarieroğlu a déclaré lors d'une conférence de presse: "Le salaire minimum en Turquie passe de 1 404 à 1 603 livres (423 dollars) par mois."

Le nouveau salaire minimum brut, avant retenues telles que les cotisations de sécurité sociale et les impôts sur le revenu, est de 2 029 livres (536 dollars, 446 euros).

Le salaire est fixé par la Commission du salaire minimum après des réunions entre des représentants du gouvernement et des représentants des travailleurs et des employeurs.

Le nouveau salaire minimum est nettement inférieur à la demande de représentants des travailleurs.

Évolution des valeurs d'échange des devises suivantes : Livre turque, dollar US, Euro, entre le 29 décembre 2016 et le 29 décembre 2017 (clôtures).

|         | 29/12/2016 | 29/12/2017 | Évolution |
|---------|------------|------------|-----------|
| EUR/TRY | 3.7016     | 4.5488     | + 22,88 % |
| USD/TRY | 3.5281     | 3.7891     | + 7,39 %  |
| EUR/USD | 1.0491     | 1.2012     | + 14,49 % |

# United States Airbag Textile Market Attractiveness, Competitive Landscape and Key Players Hyosung , Toyobo , Toray

• December 12, 2017

Questale published a new in-depth industry research that focuses on United States Airbag Textile market, delivers detailed analysis of market and future prospects of United States Airbag Textile market. The critical and significant data in the study makes the research a very important tool for experts, analysts and managers to get ready-to-access analysis by the industry professionals. The research is attached with substantial information in the form of graphs and tables to understand important market trends, drivers and challenges. The study is segmented by Application/ end users (Automotive, Electronics, Metal and Machining, Plastic and Polymers, Food and Beverages & Others), products type (Upto 5kg, 5~10 kg & Above 10kg) and various important geographies like China, Japan, South Korea, Taiwan, India, Southeast Asia & Australia.

The research also covers the current market size of the United States Airbag Textile along with the growth rate over the years. In addition to this, the research includes historical data of 5 previous years pertaining to company profiles of key players/manufacturers in the industry such as **Hyosung , Toyobo , Toray** . The in-depth information by various segments of United States Airbag Textile market enables managers to monitor future profitability and make vital decisions for sustainable growth. The statistics in the research focuses on the technological advancement, available capacities, CAPEX cycle and the changing structure of the United States Airbag Textile market.

The study also provides you with profiles of the companies, product pictures, their specifications, overall revenue, market share, size and contact details of the key manufacturers of **United States Airbag Textile** , some of them listed here are **Hyosung , Toyobo , Toray** . The market is growing at a very rapid pace and has witnessed entrance of many local and regional vendors offering specific application products for multiple end-users. But this new entrants are faced with cut throat competition due to innovative technology, quality services and diligence of international vendors.

United States Airbag Textile (Thousands Units) and Revenue (Million USD) Market Split by Product Type such as **Flat Airbag Fabric , OPW Airbag Fabric , On the basis on the end users/applications, this report focuses on the status and outlook for major applications/end users, sales volume, market share and growth rate for each application, including** . Furthermore, the research study is segmented by Application such as ,, & Other with historical and projected market share and compounded annual growth rate.

Geographically, this report is subdivided into several key regions, with data concerned to the production and consumption patterns, revenue (million USD), market share and growth rate of United States Airbag Textile market in these regions, for 10 years from 2012 to 2022 (forecast), covering ,, and its Share (%) and CAGR for the forecasted period 2017 to 2022.

Get Access to the FREE sample report:: <https://questale.com/report/united-states-airbag-textile-market-report-2017/115266>

## Chinese firm sets up textile-garment chain in Vietnam

**23** Dec '17



Worldon Vietnam Co. Ltd under the Chinese Shenzhou Group is likely to expand investment in Vietnam as it has established a garment-textile production chain there. The knitwear-manufacturing company operationalised the chain's last project worth \$310 million at Dong Nam (South East) industrial park in Cu Chi district, Ho Chi Minh City, last week.

This is the biggest invested garment-textile project at an industrial park in the city, according to a [report](#) by a Vietnamese news agency.

Gain Lucky garment-textile factory at Phuoc Dong industrial park in Tay Ninh province of Shenzhou Group will provide raw materials for Worldon Vietnam's factories.

The city discourages labour-intensive projects, including garment-textile ones, but this project was licensed because the investor committed to using advanced technology.

Shenzhou manufactures knitwear products from the initial stages to the creation of final products for popular brands such as Nike, Adidas, Puma and Uniqlo. (DS)



# How Vietnam could upgrade its textiles industry to become eco-friendly and sustainable

As Vietnam matures into a major fashion manufacturing hub and its government, sustainability becomes a key attraction for foreign brands that prioritise eco-friendly practices

PUBLISHED : Thursday, 28 December, 2017, 7:33am



Spinners at Deutsche Bekleidungs Werke.

25 Dec 2017

From Tan Chau “royal silk” silk, used to weave traditional ao dai dresses to bamboo fibres fashioned into lacquer housewares, and more recently T-shirts and linens as well as hill tribe fabrics spun into blankets, cushions and bags by the indigenous groups living in the mountains in the north, Vietnam’s rich culture and history of craftsmanship are part of the nation’s fabric.

Besides its legacy as a fabric maker in Southeast Asia, Vietnam has also become a major player in the global textile industry. In 2016, the nation ranked fifth in the world as a textile and garment exporter, according to local press. With a workforce of more than 2 million in the textiles industry, and more than 6,000 garments and apparel firms in the nation, textiles also made up Vietnam’s largest export sector last year, according to the Vietnamese Ministry of Labour and the International Trade Administration.



Due to the nation’s rising reputation for quality craftsmanship and skilled workers, and the development of government-supported industrial estates offering appealing tax incentives to foreign investors, international garment makers and manufacturers and international fashion brands are increasingly looking to Vietnam as Asia’s next hub for apparel production.

The garments sector is expected to see US\$31 billion this year in exports, an increase of 10.23 per cent year on year, according to the Vietnam Textile and Apparel Association. Vietnam is also the only country that has maintained two-digit growth in the textiles sector, according to such reports.

But for an industry notorious for its carbon emissions, production of industrial waste, and an unpleasant sweatshop image, the sector is seeing major growth at a time when corporate social responsibility is also of increasing major importance.

Earlier this year, hundreds of residents from Hai Duong held a five-month long protest at the Pacific Crystal Textiles mill, operated as a joint venture between Hong Kong-based apparel makers Pacific Textiles and Crystal Group. Local residents complained of bad smells and accused the factory, which counts Japanese clothing giant Uniqlo among its clients, of polluting local water with factory discharge and demanded that the firm adopt more environmentally-friendly standards.

The pivotal question is whether Vietnam can see to the development and growth of its textiles industry in a sustainable, eco-friendly way.

Apart from government-implemented measures such as stricter green laws, and increased fines of up to US\$88,000 issued to organisations for acts of pollution, some apparel makers who seek to redeem the industry, believe Vietnam has potential to lead the way to greener practises in Asia.



Weaving machines inside the Deutsche Bekleidungs Werke factory in Vietnam  
“After the [Savar building factory fire and collapse] in Bangladesh a few years ago, I wanted to show the world how a perfect factory looks,” says Thomas Hebestreit, CEO of Royal Spirits Group, a Hong Kong-based apparel supplier and parent company of Deutsche Bekleidungs Werke (DBW), a newly opened factory in southern Vietnam.

“The garment industry is famous for its sweatshops. We wanted to show the outside world that it’s possible to do garment manufacturing for people still under the best conditions.” DBW is according to Hebestreit one of the rare factories providing air conditioning throughout its premises.



Solar panel roof at Deutsche Bekleidungs Werke in southern Vietnam.

The 18,000 square metre facility opened in November this year and is equipped with solar panels to provide up to 20 per cent of the overall energy required for operations during the droughts experienced in the dry season.

The building is certified under internationally recognised LEED and Lotus standards. Hebestreit says he hopes the new factory will be recognised for its eco-friendly and sustainable operations.

The lack of clean water supply in Vietnam, as well as the production of waste water, is another major environmental concern. Cutting back on water usage altogether during the production cycle is a priority for the industry.

Recycling the water used to wash fabrics is a way factories try to be more eco-friendly, said Vincent Cheng, director of JG Consulting, a management consulting company that works with apparel firms on improving production efficiency and quality.

“There’s a process where they can reuse the water [used to wash the textiles] for something like washrooms ... There’s also something called ozone wash, where instead of using chemicals to strip the colour from textiles, they use ozone [which requires less water],” he says, adding that Phong Phu Joint Stock Company is one Vietnamese garment maker that employs this method.

Maxport, a well-known manufacturer for Patagonia, Nike, Arc’teryx and Lululemon, is another facility that has incorporated sustainable practises into their production base in Vietnam.

“From the start of building their infrastructure they built eco-friendly features into the building itself. Some of the buildings don’t rely on air conditioning, they plant trees around the factory so when the wind blows it creates a cooling effect from the trees,” says Cheng, adding that the factory is built on an elevation, which helps the process.

Ultimately, foreign garment makers who are new to the nation have an easier time implementing eco-friendly and sustainable processes to their factories because they come onto the scene knowing what their clients want.

“In Vietnam, foreign investors have a chance to start things over again. And they have these [environmentally minded] outdoor apparel customers, so when they go to Vietnam they already have this mindset [to be eco-conscious],” says Cheng.

“[But] a lot of the times it’s not you say and they do,” he cautions. “The management and clients need to have that commitment.”

Last update 15:05 | 27/12/2017

## Textile industry dyeing for capacity

*Leading Taiwanese apparel maker Eclat Fabrics has requested permission to increase dyeing production capacity in its Ba Ria-Vung Tau factory from 10% of the factory's output to 100 per cent, amid concerns from local authorities regarding the risk of adverse impacts on the environment of the Thi Vai River.*



In a document to the Vietnamese government that was accessed by VIR, general director of Eclat Fabrics Vietnam (EFV) Hung Cheng-Hai claimed that although EFV has invested in high technology and highly experienced experts, its factory in the southern province of Ba Ria-Vung Tau has not run at full capacity due to the low rate of textile dyeing.

Eclat Fabrics, which has several well-known clients including Nike, Adidas, and Lululemon, received an investment certificate to develop the \$40 million facility in 2007.

However, according to the EFV document, "The limited rate of dyeing has made barriers for our business."

In 2006, to protect the Thi Vai River against heavy pollution, the Vietnamese government instructed Ba Ria-Vung Tau to ban five industrial manufacturing sectors along the river, including dyeing, tanning, starch processing, latex processing, and chemical production.

In 2007, however, the Ba Ria-Vung Tau Department of Natural Resources and Environment approved the environmental impact statement for the EFV project. The Ba Ria-Vung Tau Industrial Parks Management Authority then issued an investment certificate to the company to develop the project, setting dyeing at 10 per cent of the output.

Since then, provincial environmental authorities have expressed concern that, if the factory dyes 10 per cent of its fabrics, the discharged wastewater could pose a high risk for the aquatic environment of the Thi Vai River in the future.

The Thi Vai River begins near Nhon Tho village in the southern province of Dong Nai's Long Thanh district, then runs through Ba Ria-Vung Tau's Tan Thanh district and Ho Chi Minh City's Can Gio district before pouring into the East Sea. Its total length is some 76 kilometres and its total basin area is some 300 square kilometres. Many of the companies operating in the two provinces have been found to be discharging untreated wastewater into the river.

Like many developing countries, Vietnam is undergoing rapid industrialisation. This has created prosperity but has taken a toll on the country's natural environment and public health.

Urbanisation and the rapid formation of industrial zones have caused rivers and waterways and their surrounding basins to become polluted at alarming levels.

The EFV factory is not the only case of dyeing coming into conflict with local authorities for environmental reasons.

The Hong Kong-backed TAL Group asked the government and the Vinh Phuc People's Committee to grant investment certificates for a \$350 million textile and garment dyeing project, but Vinh Phuc reported that the project was expected to discharge large volumes of wastewater flowing through highly populated areas, with potential adverse effects for agricultural production, aquaculture, and daily life.

Assessing investment in industries of high pollution risk in Vietnam, especially textile-dyeing projects from China, Phan Huu Thang – former director of the Foreign Investment Agency under the Ministry of Planning and Investment – said that China is now paying the price for the rapid development of its textile industry with heavy pollution.

He argued that Vietnam should be careful with textile-dyeing projects, to avoid falling into the same trap of environmental degradation.

Vietnam now has about 4,000 garment and textile companies, including 650 foreign-invested firms. 70 per cent of these are garment companies, 17 per cent are textile companies, 6 per cent are spinning companies, and 4 per cent are dyeing companies.

This demonstrates that Vietnam's capacity is centred on the final stages of "cut, make, and trim", while its low capacity in spinning, weaving, and dyeing makes it unable to produce sufficient inputs to supply domestic garment and textile companies.

To create conditions to attract investment into the textile and garment sector without risking adverse impacts on river environments, the Vietnam Textile and Apparel Association has suggested that the government adjust textile-garment planning in the period 2035-2040, and build textile industrial zones of 500 to 1,000 hectares to encourage investment in spinning, weaving, and dyeing.

## La Chine, débouché prometteur pour le textile-habillement du Vietnam

15/12/2017 22:38

Auparavant, la Chine importait du Vietnam surtout des fibres textiles. Mais en 2017, ses importations de tissus, chemises et blousons du Vietnam a fortement augmenté, a informé Vu Duc Giang, président de l'Association du textile-habillement du Vietnam (Vitas).



*Dans l'atelier de confection de la société Viêt Tiên.* Photo : laodong/CVN

Selon lui, les exportations nationales de ces produits vers la Chine représentent 3% de la valeur totale à l'exportation de ce secteur national. En 2018, cette tendance s'accroîtra.

La Chine est considérée comme l'un des débouchés les plus prometteurs pour ce secteur national. Car les fibres textiles du Vietnam exportées en Chine bénéficient d'une exemption de taxe douanière dans le cadre de l'accord de libre-échange ASEAN - Chine, alors que les produits similaires venus d'Inde et du Pakistan sont taxés à 3%-5%.

De plus, l'accord de partenariat économique intégral régional (RCEP), dont les négociations entre l'Asean et six pays (Chine, Japon, République de Corée, Inde, Australie et Nouvelle Zélande) sont en train d'être accélérées, ouvrira de nouvelles perspectives aux exportations vietnamiennes de ces produits vers la Chine.

Last update 22:09 | 25/12/2017

## Garment-textile export earnings likely to hit \$31 billion

*Vietnam's exports of textile and garment in the last two months of 2017 was estimated at 5.27 billion USD, bringing the total export revenue this year to 31 billion USD, a year-on-year increase of 10.23 percent.*



According to the Ho Chi Minh City Association of Garment and Textile (AGTEK), producers are busy fulfilling remaining orders of the year; many of them have received orders for the first quarter of 2018.

This year, the industry has made efforts to gain strong footholds in foreign markets, such as the US, EU, Japan and the Republic of Korea while significant growths have also been seen in others like China, Russia, Cambodia, and more.

The AGTEK forecast that 2018 will be better for the industry than in 2017 and the industry is likely to maintain a double-digit growth.-VNA

## Textile industry in the throes of change brought by automation

Update: December, 14/2017 - 18:50



Garment and footwear are among sectors on which the effects of automation and industrialisation will be enormous. — VNAVNS Photo Đoàn Hữu Trung

Read more at <http://vietnamnews.vn/society/419266/textile-industry-in-the-throes-of-change-brought-by-automation.html#Pq1bcKzUzoviuV8L.99>

Garment and footwear are among sectors on which the effects of automation and industrialisation will be enormous. — VNAVNS Photo Đoàn Hữu Trung

[Viet Nam News](#)

HCM CITY — Some 300-400 engineers are needed every year by the yarn, fabric and dyeing sectors while universities supply only around 30, experts said.



Besides, according to Hoàng Xuân Hiệp, principal of the Hà Nội Industrial Garment and Textile University, trained workers only account for around 25 per cent of the workers in the sector.

Again there is a training shortfall. For instance, 11 schools in HCM City offer training in textile and garment-related skills and produce 1,900 graduates a year, but demand in the city runs into several thousands.

Hiệp said the remaining 75 per cent of workers in the sector are not trained or are trained for less than three months.

“That is a great challenge to the textile and garment industry in meeting the requirements of productivity, quality and fashion trends.”

Fashion designers are not capable of designing and overseeing production on a large scale they are trained mostly in small-scale production.

The Party Central Committee’s Economic Commission has said that the fourth industrial revolution, which is ushering in automation, is reducing the need for manual labour in the textile industry.

In Việt Nam 86 per cent of garment and footwear workers are expected to be affected by the labour-replacement process.

The annual demand for workers is expected to rise to 60,000 by 2025.

But the demand for unskilled labour will be only around 50 per cent of that, with workers with intermediate- and college-level training and technical training accounting for the rest.

On the other hand, the demand for skilled engineers is increasing, according to the World Bank.

In countries adapting more slowly to the technological changes, the labour-replacement process would also be slower, it said.

Việt Nam should focus on developing modern skills for its young people, the bank added.

Experts have said it would be essential to train workers to modernise production in the country. — VNS